

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

CREDOC

MODES DE VIE 1985

Rapport Intérimaire

Sou1971-2869

1971

Modes de vie 1985 - Rapport
intérimaire - Les Français, leur
consommation, leurs modes de vie
en 1985 / J. Debache, C. Detourbet, P.
Kendé, V. Scardigli. (Décembre

1971)
CREDOC•Bibliothèque



DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION
DE - PARIS 13^e - TÉL. : 707-97-59

13 (1)

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

LES FRANÇAIS,
LEUR CONSOMMATION,
LEURS MODES DE VIE EN 1985

Rapport Intérimaire



PLAN

	<u>Pages</u>
PRESENTATION	1
CHAPITRE I : <u>ANALYSE STRUCTURELLE DE LA CONSOMMATION DES FRANCAIS ENTRE 1950 ET 1969, ET HYPOTHESES "SANS SURPRISE" POUR LA FIN DES ANNEES 1970</u>	3
I. 1 - GENERALITES	4
I. 2 - POUR INTERPRETER LES DONNEES DU TABLEAU 1	6
I. 3 - ANALYSE DES DONNEES	8
30. Aperçu général des tendances de la consommation de 1950 à 1969	8
31. La consommation alimentaire	10
32. La consommation non alimentaire	12
- Habitation	12
- Transports	13
- Dépenses "sur la personne"	15
- Culture et loisirs	16
33. Vue d'ensemble et analyse par secteur de production	16
I. 4 - ELEMENTS POUR UNE PROJECTION EN TERMES DE STRUCTURE	20
Tableau 1 du chapitre I	21
CHAPITRE II : <u>LA CONSOMMATION DES MENAGES EN 1985 : PREVISIONS EN VOLUME ET EN VALEUR</u>	23
II. 1 - GENERALITES	25
II. 2 - ETUDES PREVISIONNELLES GENERALES	27
21. Esquisses à 1985	27
22. Etude macroéconomique pour 1975	29
II. 3 - ETUDE DE LA CONSOMMATION DES MENAGES EN 1975 ET 1985	29
31. Hypothèses générales	30
32. Consommation future des ménages français	31
a) Consommation alimentaire	32
b) Consommation non alimentaire	33
- Habillement	34
- Habitation	35
- Hygiène et santé	37
- Transports et télécommunications	38
- Culture, loisirs, distraction	39
- Divers	39
Bibliographie et tableaux 1 à 4 du chapitre II	40

	<u>Pages</u>
CHAPITRE III : <u>ORIENTATION DES AUTRES TRAVAUX EN COURS</u>	46
INTRODUCTION : Précisions sur l'ensemble du programme	47
III. 1 - LE CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE	49
11. Quelques interrogations	49
12. Le scénario de la D.A.T.A.R.	50
III. 2 - EVOLUTION PSYCHOLOGIQUE ET SOCIOLOGIQUE DES DIVERSES CATEGORIES DE LA POPULATION	51
III. 3 - ETUDE DES MODES DE VIE ET DES DEPENSES PAR CATEGORIES SOCIALES	54
III. 4 - INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET MODE DE VIE	56
III. 5 - COMPARAISONS INTERNATIONALES	60

PRESENTATION

INTRODUCTION, ET AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Le texte qui suit a pour objet d'apporter des précisions sur le programme de recherches "Prospective des modes de vie et de la consommation" du C R E D O C.

Il a été conçu comme un dossier de travail, destiné à informer les Adhérents à ce programme de l'état des travaux au terme de l'année 1971, et à développer les échanges de vues sur l'orientation de nos travaux ultérieurs, en fonction des besoins des Adhérents et des "possibles" du C R E D O C.

Ce dossier comprend un certain nombre de résultats. Il ne faut toutefois pas le prendre pour une étude achevée : il a les défauts inévitables d'un rapport intérimaire : ses résultats sont provisoires ; la rédaction est rapide, et la présentation peu homogène ; les détails méthodologiques tiennent une place excessive ; enfin et surtout, aucune synthèse ne peut encore être proposée.

PLAN

Ce dossier de travail comporte trois chapitres.

Les deux premiers chapitres présentent un aspect, très partiel, des recherches en cours sur l'évolution des dépenses des ménages.

Le premier chapitre rend compte de nos premiers essais pour regrouper les consommations en secteurs qui gardent la même signification (à la fois économique, psychologique, et culturelle) depuis 1950 jusqu'en 1985 et au-delà ; et pour discerner des tendances évolutives plus générales que celles couramment étudiées sur une période de dix ans.

Le second chapitre est une tentative de synthèse et d'analyse critique des principales prévisions disponibles en matière de consommation - prévisions fondées sur l'extrapolation des tendances passées.

Le troisième chapitre constitue un résumé des orientations pour la suite de nos travaux. Nous apportons quelques précisions sur la nature des résultats attendus de la première phase, et sur leur intégration sous forme d'un premier scénario, dit tendanciel, de la consommation et des modes de vie en 1985. Puis, nous présentons succinctement l'ensemble des recherches mises en oeuvre pour atteindre ce résultat - sans nous étendre sur les recherches déjà évoquées dans les chapitre I et II.

CHAPITRE I

ANALYSE STRUCTURELLE DE LA CONSOMMATION DES FRANCAIS
ENTRE 1950 ET 1969, ET HYPOTHESES "SANS SURPRISE"
POUR LA FIN DES ANNEES 1970

I. 1 - GENERALITES

Le but de ce chapitre est de mettre en évidence le type d'analyse qu'il est possible de réaliser dans une optique structurelle à partir des données chiffrées concernant les dépenses de consommation de la population française toute entière. D'autres analyses, destinées à étudier les budgets de consommation par catégories sociales, sont en cours (1).

Toutes les données examinées et commentées dans ce chapitre proviennent, sauf exception, des travaux antérieurs du CREDOC et, tout particulièrement de deux études analysant, la première, la consommation des Français de 1950 à 1960, et la seconde, la consommation des Français de 1959 à 1968 (2). Pour rendre ces deux séries homogènes, de légères modifications y ont été apportées. D'autre part, pour prolonger jusqu'en 1969 la série ainsi obtenue, on a demandé des informations complémentaires à l'I.N.S.E.E. (3).

Dans un sens, la présente note peut être considérée comme un résumé des travaux cités. Encore ce résumé n'est-il que partiel dans la mesure où l'évolution des volumes sera négligée (4) au profit d'une analyse portant sur la structure de la dépense. Le mouvement des prix ne sera évoqué qu'en passant de même que les données concernant l'équipement des ménages ne seront citées que pour mieux interpréter certaines tendances structurelles.

Mais tout endetté qu'on est à l'égard des antécédents de la présente note, celle-ci a pour ambition de les dépasser en approfondissant l'étude structurelle des budgets de consommation. Dans le tableau 1 p. 21, qui introduit nos réflexions en leur fixant un cadre, les données sont découpées (ou regroupées plutôt) d'une manière analytique, de façon à mettre immédiatement en évidence les changements significatifs. C'est ainsi que, du côté de la consommation alimentaire, on a confondu dans un seul poste toutes les substances "de base" (du pain au sucre en passant par les matières grasses autres que le beurre), celles dont l'élasticité par rapport au revenu est proche de zéro et que l'on pourrait, avec quelque simplification, qualifier de la "nourriture du pauvre". De même, dans le domaine

(1) Cf. la section III. 3 de ce même rapport.

(2) Cf. respectivement "Consommation", 1961, n° 3-4 et 1970, n° 2-3.

(3) Les données fournies par les Comptes de la Nation s'écartent à plusieurs égards de la nomenclature et des définitions propres aux séries du CREDOC. Cf. à ce sujet les explications de M. E.A. LISLE dans l'introduction de l'étude citée dans la note précédente.

(4) En ce chapitre. En revanche, le chapitre II est basé sur une analyse en terme de volume.

non alimentaire, on s'est livré à certains amalgames ("parure" confondue avec habillement) pour affiner d'autant plus d'autres découpages, comme celui des dépenses culturelles (1) ou celui de la fonction "transports". C'est qu'il nous a semblé que les "fonctions" traditionnelles sont parfois démunies de toute signification ; pire, elles peuvent masquer certains choix critiques, souvent les plus pertinents pour une analyse des modes de vie (2).

Pour la plupart des données évoquées, l'analyse s'effectue en termes de "coefficient budgétaire" (3) c'est-à-dire, d'importance relative. Cette optique nous permettra d'évacuer dans une large mesure le problème des "prix comparables". (Dans le texte, une analyse de la dynamique différentielle des prix viendra, toutefois, compléter l'interprétation.) L'analyse menée en ces termes a le défaut certain de laisser dans l'ombre les problèmes du pouvoir d'achat, elle est la seule à rendre compte avec exactitude des comportements budgétaires réels.

Certes, de la présentation structurelle de la consommation à l'analyse des modes de vie, il y a encore un long chemin à parcourir. Et d'abord, parce que les comportements budgétaires ne rendent compte ni du patrimoine des ménages ni de la manière dont certaines parties de celui-ci sont gérées. (L'achat de graines et plantes est un indicateur fort incomplet du jardinage : il ignore aussi bien le temps consacré à cette activité que la fonction sociale ou l'efficacité de celle-ci ...) Les statistiques de la dépense n'épuisent même pas le problème spécifique de l'achat : elles ignorent toute différence qualitative qui ne soit pas codifiée par une nomenclature. Or, le plus souvent les nomenclatures sont fonctionnelles, elles précisent le type du produit (ex. chapeau, tourne-disque) mais non sa qualité ni son statut social.

-
- (1) La fonction "culture et loisirs" comprend les dépenses sur les produits de tabac - il s'agit là d'une singularité assez étonnante des statistiques françaises - en revanche, elle n'arrive pas à appréhender les dépenses de vacances. Il n'a pas été possible de remédier à cette dernière lacune, d'ailleurs fort gênante. Quant au poste "tabac", il figure dans notre tableau séparément.
- (2) Ainsi dans le domaine du transport. C'est pour cela que, dans notre nomenclature pourtant réduite au minimum nécessaire, cette fonction est représentée par trois postes : achat de véhicules individuels, frais d'utilisation de ces véhicules, transports publics. En revanche, nous n'avons pas surchargé notre analyse d'un poste aussi insignifiant que les P. et T. (exception faite pour les dépenses de téléphone individuel, rattachées aux "dépenses courantes maison").
- (3) Cf. la section I.2, plus loin.

Toutes ces objections sont justes, elles ne condamnent pas pour autant l'analyse quantitative. Celle-ci a ses limites évidentes, en particulier dans une approche globale, elle n'en est pas moins un début indispensable. Aperçu général, elle fournira le cadre à des analyses menées, séparément pour chaque secteur de consommation et pour chaque milieu social, dans une optique socio-culturelle. C'est bien dans ce sens que s'oriente ce projet.

I. 2 - POUR INTERPRETER LES DONNES DU TABLEAU 1

Ce tableau, qui contient l'essentiel des données étudiées, se divise en trois parties (cf. page 21) :

- 1) Indications sommaires concernant la population française, l'évolution globale de la consommation, et la part de l'alimentaire (tabacs compris) dans la dépense totale.
- 2) Les principales données structurelles de la consommation alimentaire.
- 3) Les principales données structurelles de la consommation non alimentaire.

Pour la commodité de la lecture, les indications se limitent à cinq années. La distance entre les époques étudiées est, en principe, de 5 ans. Les données pour 1970 n'ont pas été disponibles avec suffisamment de précision, tandis que 1956 remplace 1955 pour une double raison pratique (l'information est plus sûre ; on dispose pour la même année d'une bonne enquête représentative par catégories sociales).

Chacune des deux dernières parties comporte d'abord une analyse structurelle générale (par ex. dans le non alimentaire : part des biens durables, fongibles, etc...), ensuite une analyse par groupe de produits. Cette dernière s'effectue en termes de coefficients budgétaires rapportés au total général, autrement dit en pourcentage de la consommation globale de l'année en question. Les 9 groupes de produits alimentaires font le total du demi-budget Alimentation-Boissons (1). Les douze groupes de produits non alimentaires représentent la presque totalité de ce demi-budget. Certains biens et services mal définis auraient pu constituer une dernière ligne intitulée "divers" (de l'ordre de 2 à 4 %) que nous avons cependant préféré

(1) Total dont la valeur absolue (en francs courants) est donnée dans la 1ère ligne. Ce total ne comprend pas la valeur des services rendus par les établissements de restauration (cafés et restaurants). Aussi la part des dépenses hors domicile, telle qu'elle est donnée dans la ligne 2, est finalement sous-évaluée. Pour cerner cet élément, il faut se reporter à la dernière ligne des renseignements généraux.

omettre. Les postes omis se trouvent cependant intégrés dans l'analyse par durabilité, etc... (lignes 2 à 5) ; dans la plupart des cas, ils sont classés parmi les services (1).

La comparaison d'un coefficient budgétaire à travers les années doit se faire avec prudence. Il faut tenir compte avant tout du volume global des biens et services disponibles par ménage (indiqué dans notre tableau par les lignes 4 et 5 des renseignements généraux). Si un coefficient décroît d'une période à l'autre, cela ne signifie pas nécessairement que la dépense affectée à ce poste décroît aussi en valeur absolue (nominale voire réelle) : tout dépend du rythme de l'évolution globale. Etant donnée l'expansion rapide de la consommation des ménages, il n'y a pratiquement aucune dépense qui décroisse en valeur nominale en quelque sous-période que ce soit. Certes, la hausse continue des prix - de l'ordre de 6 % pendant la première décennie considérée (taux annuel) et de 3 % pour les années ultérieures - n'y est pas pour rien. Mais même en termes de "volume réel", il serait difficile de trouver un seul poste qui soit absolument déclinant (2).

Avec les seules données de notre tableau, toute considération relative aux volumes "réels" est, à vrai dire, plutôt délicate. Faute d'y trouver des indications en francs constants, le lecteur peut certes se référer à l'indice de la consommation totale par ménage (ligne 5). L'opération n'est justifiée que pour les postes dont l'indice de prix spécifique évolue parallèlement avec l'indice général des prix à la consommation, indice qui sous-tend les estimations de la ligne 5 (consommation en volume par ménage). Pour les postes où la hausse est supérieure à la moyenne, une dépense stable signifierait déjà : diminution de la valeur réelle des achats effectués. Partant un coefficient stable n'indique ici qu'un accroissement nominal de la dépense (dans l'hypothèse d'une croissance globale) cependant que le pouvoir d'achat des francs dépensés sur ces postes se trouve affaibli davantage que le pouvoir d'achat moyen. Inversement, pour les postes où la hausse est plus faible qu'en moyenne, même une dépense stable s'accompagne de l'accroissement du pouvoir d'achat réel ; a fortiori, un coefficient stable. L'interprétation correcte semble excessivement compliquée ; en fait, les données sont fort bien connues et analysées avec un grand luxe de détail dans les sources précitées. On ne manquera pas de les évoquer au moment de l'interprétation (3).

-
- (1) C'est ici qu'on retrouve notamment la valeur des services rendus par les établissements de restauration, que les statistiques ne considèrent pas comme l'une des industries alimentaires.
 - (2) Les céréales, etc... constituent, à la limite, le seul exemple.
 - (3) De toutes manières, on ne peut pas combiner dans une seule analyse chiffrée l'optique "dynamique" avec l'optique "structures".

La variation des prix n'est bien entendu pas l'unique ni même le principal facteur qui agisse sur les comportements budgétaires. Ces derniers changent avant tout sous l'influence de la variation des revenus. Encore ce facteur affecte-t-il différemment les dépenses qui portent sur des biens de nécessité première (dont l'élasticité est généralement faible) et celles qui vont vers les secteurs "évolutifs" de la consommation, adjoignant à l'indispensable les objets de confort, de statut ou de luxe, et de façon générale : tout ce que l'innovation technique et culturelle vient offrir même pour la satisfaction des besoins élémentaires. Si la hiérarchisation des besoins - individuels ou sociaux - est une entreprise vouée à l'échec, l'analyse des structures de la dépense fournit néanmoins des indications précieuses relatives à l'arbitrage des priorités (en l'occurrence, à l'échelle de la population globale). Quelle que soit la motivation des uns et des autres, qu'elle soit consciente ou non, le fait est que les ressources supplémentaires dégagées par l'économie pour transiter par les budgets des ménages sont attribuées à tels types d'emploi plutôt qu'à tel autre. Ces priorités s'observent avec le recul du temps.

Sans doute, certaines priorités de fait ont un caractère obligé soit parce qu'une option initiale (par ex. d'équipement) entraîne des dépenses complémentaires, soit parce que l'évolution de la mode et des normes sociales influe sur les choix individuels voire les conditionne, soit enfin pour des raisons de hausse différentielle déjà évoquées. C'est pourquoi nous parlons de "priorités" et non de "préférences". Telle famille préférerait aménager ses loisirs mais se voit dans l'obligation d'améliorer son habitat ou est poussée par son milieu à compléter l'éducation de ses enfants. Telle autre est conduite à totalement réviser son budget à la suite de l'achat d'une maison ou de tout autre événement familial. La sollicitation du côté des vendeurs-innovateurs est forte dans tel secteur, faible ou nulle dans tel autre. Tout cela se reflète en définitive dans la structure nominale de la dépense (étant entendu qu'une structure moyenne recouvre une infinité de situations et de comportements particuliers).

C'est dans cette optique qu'il convient de lire et d'interpréter les données du tableau 1.

I. 3 - ANALYSE DES DONNEES

I. 30 - Aperçu général des tendances de la consommation de 1950 à 1969

Pendant la période considérée, la population française a augmenté d'un faible quart, et le nombre des ménages d'un quart tout rond. En même temps, le budget de consommation a plus que quintuplé en valeur nominale. En valeur constante (1), il s'est multiplié par

(1) Cette valeur est calculée sur la base de l'indice général des prix, celui de la période de 1959 - 1969 ayant été rattaché à celui de la période précédente. (Le premier indice se réfère aux prix de 1956, le second aux prix de 1963.)

2,5 ce qui correspond à un taux d'accroissement annuel d'environ 5 %. (Évaluée par tête, la croissance devrait même être légèrement supérieure à ces taux.) Toujours en volume par ménage, aux prix constants, le rythme de la croissance paraît sensiblement du même ordre d'une sous-période à l'autre.

Une précision s'impose à propos de l'agrégat comptable "consommation des ménages". Cet agrégat totalise la valeur monétaire, évaluée aux prix du marché, des biens et services finaux achetés ou utilisés (auto-consommation) à l'intérieur du pays par les particuliers, à des fins autres que l'investissement productif ou immobilier. Ce total comprend la majeure partie du budget "santé" de la Nation mais une faible partie seulement des services d'éducation scolaire ou para-scolaire (par ex. sportifs) puisqu'il ignore d'office ce qui est fourni aux particuliers, en régime de gratuité. Il s'agit là d'une lacune majeure qui interdit de considérer la structure de cet agrégat comme représentative de l'utilisation de toutes ressources attribuées aux consommateurs (1). Puisque les budgets "éducation", "culture" et "sport" absorbent en gros le produit de l'impôt direct sur les personnes physiques, il ne serait pas absurde de les rajouter à la consommation payante des particuliers (ce qui augmenterait d'autant la part de la consommation non alimentaire, et tout particulièrement le poste des dépenses courantes de culture et loisir).

Si on laisse de côté les consommations non directement gérées par les particuliers, la structure globale de leurs dépenses se présente de la façon suivante (lignes 6 et 6 bis du tableau) : en début de la période visée, ils affectaient un peu plus de la moitié du budget à leur disposition à des consommations de type alimentaire (qui comprennent en l'occurrence les boissons et le tabac). En fin de période, cette dépense ne représente plus qu'un tiers du budget. Cependant, si on assimile à l'alimentation l'ensemble des dépenses effectuées dans les établissements de restauration (cafés, etc...) - c'est-à-dire, non seulement la valeur des substances alimentaires mais aussi celle des services - le budget ainsi complété se monte à 40 % du total même à la fin de la période (et à 55 % à son début). Cette dépense supplémentaire, qui est certes ostentatoire autant que nutritive, est d'autant plus significative qu'elle évolue en sens inverse du budget alimentaire ordinaire : à elle seule, elle ne

(1) Cette lacune ne concerne pas toutes les consommations collectives. Ainsi les dépenses publiques de voirie et de transport (investissements, entretien, dotations budgétaires) ne sont absentes de notre agrégat qu'en pure apparence. C'est que les dépenses publiques en question sont financées - et sans déficit, comme le révèlent les Comptes de Transport - avec le produit des impôts indirects prélevés sur les achats privés des biens et services de transport, tout particulièrement sur les carburants. Les ressources réelles sont donc toutes recensées, tout au moins au coût des facteurs.

représente que 2,5 % du budget total en 1950 ; vingt ans plus tard, elle est évaluée à 6,5 % d'un budget sensiblement supérieur (1).

Quand on constate que la part relative des postes alimentaires a diminué dans l'ensemble des dépenses, cela veut dire - dans le contexte de croissance générale qui est celui des années étudiées - que les dépenses non alimentaires ont progressé plus vite. En effet, de 1950 à 1969, leur valeur nominale par ménage (information non explicitée dans le tableau) s'est multipliée par 8,2 tandis que celle des dépenses alimentaires (valeur ajoutée des cafés, etc... non comprise) ne s'est multipliée que par 3,4. Cependant, le pouvoir d'achat de ces dernières fut un peu moins compromis par la hausse des prix que celui des dépenses non alimentaires. Très grossièrement, on peut évaluer l'accroissement du volume réel de la nourriture achetée (ou autoconsommée) par ménage à + 50 %, et celui des produits non alimentaires à + 200 % (pour l'ensemble de la période). En fait, la hausse des prix a frappé très inégalement la consommation non alimentaire : elle était féroce pour tous les services (loyers, restaurants et cafés, transports publics, coiffeurs, médecins, etc...) et particulièrement modérée pour les biens d'équipement (2). Aussi bien la valeur réelle des dépenses fut-elle touchée tout autrement dans le domaine de l'équipement que dans celui des services.

I. 31 - La consommation alimentaire

Aucun long commentaire n'est nécessaire pour interpréter ce qui se passe à l'intérieur du budget alimentaire.

Tous les coefficients budgétaires, sauf ceux de la ligne 8 sont en baisse, ce qui confirme une fois de plus la faible élasticité des dépenses alimentaires. (Le poste "tabac" se comporte d'ailleurs de la même façon.) Ce sont, bien entendu, les aliments de base de la ligne 5 qui connaissent la "chute" la plus dramatique (3). Celle-ci est cependant marquée pour tous les autres postes, à l'exception de ceux qui regroupent soit des achats de luxe (lignes 10 et 13) soit des types de produits portés par la modernité (lignes 8 et 9). Les postes 9 et 10 (conserves, friandises de toute sorte) représentent aussi des produits élaborés ; mais ce n'est pas là un facteur explicatif. La bonne tenue de la ligne 8 (légumes et fruits) reflète un

(1) Voir d'autres remarques à ce sujet dans la section I. 31, plus loin.

(2) Voir nos remarques plus loin, section I. 32.

(3) En termes relatifs. En volume et par ménage, les achats groupés par la ligne 5 restent sensiblement au même niveau tout au long de la période.

engouement pour des produits "sains" et "naturels", c'est-à-dire, une préoccupation d'hygiène alimentaire. Quant à la consommation des très traditionnels spiritueux et liqueurs (ligne 13), elle est favorisée par un courant d'alcoolisme mondain. Autrement dit, les raisons qui se cachent derrière les exceptions sont extrêmement disparates.

Il est à première vue étonnant que les postes 6 et 7 (viande, produits laitiers) ne font pas exception à la tendance générale alors qu'ils représentent des consommations réputées de luxe. La chose est d'autant plus surprenante qu'il y a un engouement au moins aussi net pour les protéines que pour les vitamines. Elle ne peut s'expliquer que par la relative saturation de ces consommations (qui est toutefois moins nette pour la viande que pour les produits laitiers, l'oeuf et le poisson). En fait, la saturation est retardée par le progrès des produits fortement industrialisés (dans le domaine des produits laitiers) comme par l'élimination progressive des bas morceaux dans la consommation de viande. Le coefficient budgétaire des achats de viande reflète aussi une hausse relativement rapide des prix par rapport aux autres produits alimentaires (boissons alcoolisées exceptées).

Dans une optique "mode de vie", ce qui nous intéresse cependant le plus, c'est l'information contenue par les chiffres des lignes 2 à 4. Le recul de l'autoconsommation (ligne 4) est un phénomène normal compte tenu de la diminution de la population rurale. On doit s'arrêter plus longuement sur l'accroissement spectaculaire de la part des nourritures et boissons prises à l'extérieur du domicile (restaurants et cafés) (1). En fait, les chiffres de la ligne 2 ne concernent que la partie proprement alimentaire de la consommation hors domicile. Si on complète les chiffres de la ligne 1 (consommation alimentaire totale) de la valeur des services rendus par les établissements de restauration, le "hors domicile" s'élève en 1969 à 28 pour cent du total ainsi élargi alors qu'il ne représentait que 12 % en 1950.

(1) On notera que ces constatations diffèrent sensiblement des hypothèses retenues par les prévisions analysées dans le chapitre suivant.

I. 32 - La consommation non alimentaire

L'analyse de la structure générale du budget non alimentaire fait apparaître (1) un certain nombre de tendances à première vue surprenantes :

- . Les biens fongibles représentent une fraction relativement stable du budget non alimentaire.
- . La part relative des dépenses consacrées à l'achat des biens durables monte en flèche pendant la première décennie considérée pour plafonner à partir de 1960 et même légèrement diminuer à la fin de la période. (Précisons toutefois que les 14 % de 1950 représentent 7 % du budget total, alimentation comprise, tandis que les 17 % de 1969 correspondent à presque 12 % du total.)
- . Les biens semi-durables (qui comprennent notamment l'habillement) constituent un tiers du budget non alimentaire en début de période mais un sixième seulement à la fin.
- . En revanche, la part des services ne cesse d'augmenter pour atteindre, en 1969, 40 % du budget non alimentaire, c'est-à-dire 27 % du budget total. (Notons que ces chiffres comprennent la valeur ajoutée des établissements de restauration.) Remarquable est ici la continuité de la tendance qui ne connaît qu'un tout relatif fléchissement entre 1956 et 1960.

Quelles conclusions peut-on tirer de l'analyse par "fonctions" (lignes 6 à 16) ?

Habitation (lignes 6 à 8): La part au budget des dépenses de loyer - réel et fictif - a connu pendant les vingt ans considérés une montée en flèche dont les raisons tiennent cependant à la hausse des prix (relatifs) plus qu'à l'accroissement du volume réel de cette prestation (2). Parmi les deux autres postes d'habitation, les dépenses courantes - comprenant notamment le chauffage, l'éclairage, les dépenses d'entretien, les objets de quincaillerie, etc... - n'ont pas augmenté plus rapidement que l'ensemble du budget ; contrairement aux dépenses d'équipement qui étaient l'objet d'une expansion (absolue et relative) d'autant plus remarquable que leur pouvoir d'achat

-
- (1) Cf. les lignes 2 à 5. On trouvera dans l'annexe du tableau les précisions concernant la nomenclature, c'est-à-dire, la distinction entre biens durables, semi-durables, fongibles et services.
- (2) De 1959 à 1968, l'indice général des prix est monté de 100 à 137. Celui des loyers (réels et fictifs) de 100 à 237. En volume, la "consommation de valeur locative" n'a pas augmenté plus rapidement que l'ensemble de la consommation. Même phénomène pendant la période précédente : en 1959, l'indice général des prix (1950 = 100) est de 171, celui des loyers : 330. Le déblocage des loyers et la hausse des prix à la construction en sont les deux facteurs explicatifs.

spécifique ne cessait de s'améliorer, en particulier dans le domaine de l'équipement électro-ménager (1). Le plafonnement de ces dépenses, à partir de 1965, doit s'expliquer par une relative saturation de l'équipement des foyers français (cf. graphique ci-après).

Dans une optique fonctionnelle, il n'est pas interdit d'associer aux dépenses précédentes tout ce qui est consenti par le ménage à l'acquisition d'objets d'équipement culturel (ligne 9). Ce dernier coefficient budgétaire suit d'ailleurs admirablement la tendance des autres dépenses d'équipement de la maison ; lui aussi plafonne en 1965. En réunissant ce poste - dit culturel - avec les trois postes précédemment analysés, il est loisible de parler de dépenses affectées par le ménage à son cadre de vie. Ce "bloc" représente 13,5 % du budget total en début de période pour monter à 22,3 % en fin de période.

Transports (lignes 10 à 12). La motorisation est un phénomène trop bien connu pour qu'il soit nécessaire de lui consacrer de longs commentaires (2). La part proportionnelle des dépenses que les ménages ont déboursées à ce titre a triplé de 1950 à 1965 pour rester constante dans la dernière sous-période. La plupart des dépenses enregistrées dans la ligne 12 peuvent être considérées comme prédéterminées par, ou dépendantes d'un, investissement initial (3) : leur accroissement est remarquablement constant. Les dépenses privées consenties aux transports collectifs (ligne 11) tendent à baisser jusqu'en 1965, du moins en termes relatifs. Mais tel quel, ce poste n'a pas de signification en lui-même étant donné que les plus notables de ces transports, pour fonctionner, ont besoin de subventions publiques. Leur coût social total devrait être évalué autrement que par référence aux seules dépenses privées.

Dans l'ensemble, les dépenses de transports (individuels et collectifs) représentent 5,1 % du budget total en début de période pour monter à 9,4 % en fin de période.

(1) De 1950 à 1959, l'indice de prix de l'électro-ménager est resté de dix points derrière l'indice général (161 contre 171). De 1959 à 1968, il a subi une baisse absolue de 15 points (par rapport au niveau des prix de 1959).

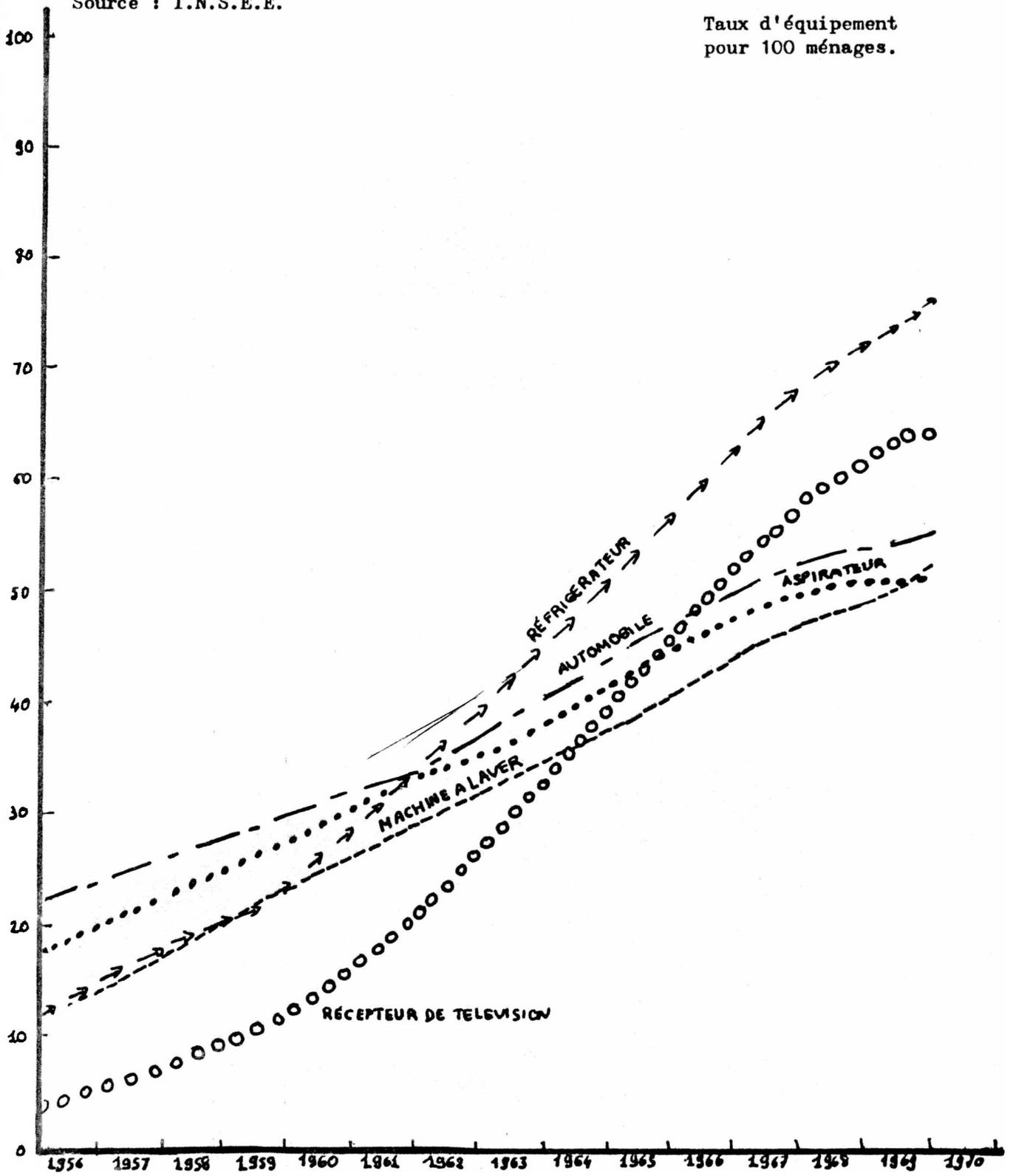
(2) Voir cependant les taux d'équipement donnés dans le graphique.

(3) La majeure partie de ce poste est, en effet, constituée par les frais de fonctionnement et de réparation des véhicules individuels.

EVOLUTION DU TAUX D'EQUIPEMENT DES MENAGES

Source : I.N.S.E.E.

Taux d'équipement pour 100 ménages.



Dépenses "sur la personne". Sous cette dénomination, seront visés quatre postes de notre tableau : Habillement, Parure (1), Hygiène et Beauté (2), enfin les dépenses de Santé proprement dites (3) (lignes 13 à 15). A la limite, même une partie des dépenses culturelles pourraient s'insérer dans cette rubrique (par ex. les dépenses d'instruction) de même que toute l'alimentation : mais nous avons préféré ne pas trop étendre cette fonction déjà assez généreusement ouverte. Des quatre postes considérés, un seul est en décroissance (habillement), les trois autres marquant au contraire un progrès aussi net qu'ininterrompu et qui n'est pas imputable à une évolution particulière des prix (4). Ce sont les dépenses de santé qui connaissent l'expression la plus spectaculaire de toutes : ce phénomène est lui aussi suffisamment connu pour qu'une longue explication soit ici nécessaire. L'importance prise par les soins payants est un fait à la fois culturel et institutionnel, elle caractérise mieux que toute autre tendance budgétaire les conditions de la vie moderne. Ajoutons en passant qu'une fraction de ces dépenses, difficile à chiffrer, tire ses racines dans des habitudes d'auto-empoisonnement (consommation d'alcool ou de tabac) quand elle n'est pas liée aux commodités de la civilisation technique (vie sédentaire) ou à la dégradation de l'environnement. Autrement dit, la dépendance de plus en plus grande à l'égard des prestations de santé est une rançon du progrès, celui même qui se traduit par la motorisation, etc... (5).

Dans leur ensemble, les "dépenses sur la personne" restent stables dès lors que l'accroissement des montants consentis à l'hygiène et à la santé est compensé par la diminution proportionnelle du budget d'habillement. (A propos de ce dernier poste il faut d'ailleurs souligner que son évolution est plus favorable en volume qu'en valeur étant donné qu'en ce secteur la hausse des prix est restée - en particulier entre 1950 et 1960 - nettement en deçà de la hausse générale. Si bien qu'en prix constants, le coefficient budgétaire de l'habillement n'a diminué qu'à peine du début à la fin de la période.)

-
- (1) Comprenant notamment la maroquinerie, la bijouterie et même l'horlogerie (difficilement séparable de la précédente).
 - (2) Comprenant les dépenses de coiffure, de cosmétique, etc...
 - (3) Dépenses médicales et pharmaceutiques (avec lunetterie, orthopédie, etc...). La nourriture prise dans les hôpitaux n'est pas comprise dans le poste.
 - (4) A l'exception des services incorporés dans le poste 14 (par ex. coiffeurs).
 - (5) En revanche, les pratiques d'auto-empoisonnement ne sont pas spécifiquement "modernes" et n'ont même pas pour condition l'enrichissement général.

Culture et loisirs. Disons tout de suite qu'il est impossible de cerner cette fonction par ailleurs importante (1), et destinée à un avenir des plus brillants, à partir des seuls chiffres de la dépense privée. Et d'abord parce que - nous l'avons déjà dit - la majeure partie des dépenses d'instruction reste en dehors de ces chiffres. Ensuite parce que certaines prestations culturelles sont notoirement sous-évaluées : la redevance O.R.T.F. mesure-t-elle correctement la valeur des divertissements ou de l'information qui atteignent les citoyens par le canal des ondes ? En dernier lieu, parce que les dépenses de loisir, au sens large, sont réparties pratiquement sur l'ensemble des postes du budget (en prenant des vacances, on se déplace, se nourrit, etc...). Aussi bien le poste 16 ne nous paraît pas représentatif de la fonction "culture et loisirs". Il ne devient pas plus représentatif quand on le considère ensemble avec le poste 9 (achat d'objets d'équipement culturel). Certes, au fur et à mesure que la croissance générale dégage des ressources supplémentaires, le coefficient budgétaire des dépenses culturelles de toutes sortes tend à augmenter, mais c'est à peu près tout ce que nous apprennent les chiffres : ils ne nous indiquent pas la part de ces dépenses dans l'ensemble du budget.

I. 33 - Vue d'ensemble et analyse par secteur de production

On va résumer les analyses précédentes par un tableau qui se limite à cinq "fonctions", et qui nous permet de retrouver nos principales conclusions :

(voir tableau page suivante).

(1) Qui pourrait aussi s'appeler "nutrition psychique" par référence au concept avancé par R. RUYER.

(Coefficients budgétaires en prix courants)

FONCTIONS	1950	1960	1969
Alimentation à domicile (boissons et tabac compris)	48,5	39,0	29,0
Consommation hors domicile (cafés, restaurants)	6,3	7,5	
Cadre de vie : dépenses courantes et équipement	13,5	19,6	22,3
Dépenses de transports (individuels et collectifs)	5,1	8,1	9,4
Dépenses "sur la personne" (habillement, parure, hygiène, etc...)	22,4	21,0	22,9
<u>Dont</u> : Habillement seul	(15,2)	(11,7)	(9,6)
Divers non spécifiés (dépenses courantes culturelles comprises)	4,2	4,8	5,7
TOTAL	100	100	100

a) Données rectifiées par rapport aux chiffres du tableau 1.

Une autre analyse pourrait être tentée, celle-là non en termes de "fonctions" de consommation mais par référence à l'origine sectorielle (industrielle) des produits consommés. Ces chiffres sont tirés des Comptes de la Nation et nous permettent d'analyser les dépenses de consommation des ménages selon les secteurs d'activité aux produits desquels elles sont affectées (1). Les Comptes de la Nation distinguent 14 branches d'activité ; dans un but de simplification nous les avons regroupées en six secteurs seulement que voici (2) :

- 1) Produits de l'agriculture (01) et des industries alimentaires (02).
- 2) Combustibles minéraux (03) ; gaz naturel, produits pétroliers (05) ; électricité, eau, etc... (04).

(1) En première analyse. Car il est clair que chaque secteur s'approvisionne à son tour à l'ensemble des autres dans un jeu complexe d'échanges inter-industriels.

(2) Entre parenthèses : les chiffres de code de l'I.N.S.E.E. distinguant les branches.

- 3) Matériaux de construction, industrie du verre (06), bâtiment et travaux publics (13), service de logement (15).
- 4) Textile, habillement, cuirs (11).
- 5) Industries mécaniques (09), produits chimiques (10), bois, papier et divers (12).
- 6) Transports, télécommunications (14) et tous autres services que le logement (16).

En utilisant au maximum les séries chronologiques disponibles en cette optique, cela nous donne le tableau suivant :

Secteur (cf. nomenclature ci-dessus)	Répartition de la dépense privée en prix courants (% du total)			Indices : Volume 1959 = 100 (a)		
	1949	1959	1970	1949	1970	(b)
1	47,5	40,1	30,1	81 69	132 147	01 02
2	4,1	5,2	5,8	92 50 32	125 200 340	03 04 05
3	3,1	5,3	10,5	49 77 74	189 256 175	06 13 15
4	17,6	13,3	11,1	65	177	11
5	10,2	15,1	18,9	36 50 57	285 316 241	09 10 12
6	16,5	20,3	23,6	81 63	149 188	14 16

a) En prix constants de 1956 et de 1963.

b) N° code I.N.S.E.E. de la branche.

Une fois de plus, il se confirme que les produits alimentaires et l'habillement reçoivent une fraction de plus en plus faible de la dépense des particuliers dont la majeure partie va désormais vers les produits des autres branches d'activité, tout particulièrement le logement et les services (secteurs 3 et 6). Les industries "modernes" (secteur 5) ont presque doublé leur part dans la consommation privée, le taux de croissance en volume étant particulièrement fort du côté des produits des industries mécaniques et électriques (code I.N.S.E.E. n° 09) de même que des produits chimiques y compris le caoutchouc (code 10). Les consommations d'électricité (code 04) et des produits pétroliers (05) ont, elles aussi, accusé un taux de croissance impressionnant cependant que leur coefficient budgétaire n'avancait que lentement (à la faveur des retards pris par leur indice de prix).

I. 4 - ELEMENTS POUR UNE PROJECTION EN TERMES DE STRUCTURE

Si l'on se donne par la pensée une évolution future des revenus et des prix, semblable à celle de la seconde sous-période étudiée (1960 - 1969), il est possible de prolonger les transformations structurelles mises en évidence dans les deux derniers tableaux pour les années 1975 - 1980. Cette "projection" - dont il convient de souligner le caractère approximatif - nous conduit aux résultats que voici :

Fonction (ou titre de dépense)	Coefficient budgétaire à prévoir pour la fin des années 1970
<u>Alimentation à domicile</u>	<u>20 à 23 %</u>
Dont :	
. Boissons	5 à 6 %
. Tabac	1,2 %
<u>Consommations hors domicile</u>	<u>12 à 14 %</u>
<u>Cadre de vie</u>	<u>25 à 28 %</u>
Dont :	
. Loyer	12 à 14 %
. Equipement (culturel compris)	7 à 9 %
<u>Dépenses de transport</u>	<u>9 à 10 %</u>
<u>Dépenses sur la personne</u>	<u>22 à 24 %</u>
Dont :	
. Habillement	7 à 8 %
. Santé	12 à 13 %
<u>Autres dépenses (a)</u>	<u>6 à 7 %</u>

(a) Dans l'hypothèse d'une scolarisation à dominance de gratuité.

Il est à peine nécessaire de dire que cette projection ignore d'office tout bouleversement (ex. : crise majeure, révolution socialiste) qui viendrait dévier la vie économique française ou européenne par rapport aux orientations qu'elle a prises pendant ces deux dernières décennies. Une sorte d'inertie sociale est donc sous-jacente à nos projections ; elle n'implique pas que la décennie à venir sera la réplique exacte de ce qui s'est passé, dans le domaine des prix ou ailleurs, entre 1950 et 1970. Seule est postulée la persistance de certaines tendances lourdes. Est-ce abusif ?

Il ne nous semble pas. En effet, ce qui frappe à la lecture structurale des chiffres de la consommation, c'est une certaine continuité dans le changement. Les ressources supplémentaires dégagées par la nation vont toujours vers le même type d'emploi (ex. : santé) alors que les conjonctures qui se succèdent ne se ressemblent pas. Il s'ensuivrait que les structures budgétaires sont peu sensibles aux aléas de la conjoncture ; en tout cas, elles le sont moins que l'évolution de la consommation réelle (en volume) sur laquelle les hausses ont un effet direct. Plus cette conclusion correspond aux faits, plus la projection ci-dessus est admissible.

Tableau n° 1

	1950	1956	1960	1965	1969
<u>RENSEIGNEMENTS GENERAUX</u>					
1. Population française, en millions	41,7	43,6	45,2	48,6	50,9
2. Nombre de ménages, en millions	12,9	13,6	14,2	15,1	16,1
2 bis. Nombre de personnes par ménage	3,23	3,21	3,18	3,22	3,16
3. Consommation totale, en millions de F. courants	65 803 a)	124 162 a)	178 823	287 132	437 960
4. Consommation par ménage, en francs courants	5 101,01	9 129,56	12 593,17	19 015,36	27 202,48
5. Consommation par ménage, F. constants b)	100	130,2	163,1	205,5	249
6. Sur le total en % (prix courants) part de l'alimentation, boissons, tabacs	52,23	45,18	43,44	38,59	33,3
6 bis. Idem plus les valeurs des services rendus dans les cafés et restaurants	54,75	48,41	45,26	40,84	39,8
<u>ALIMENTATION - prix courants</u>					
1. Consommation alimentaire totale, en millions de F. courants, dont (en %) : c)	32 828	53 588	74 014	105 603	139 202
2. Pris à l'extérieur	7,52	8,69	10,21	10,34	13,36
3. Acheté dans le commerce	81,42	82,54	79,93	81,17	79,41
4. Autoconsommation	11,05	8,77	9,86	8,19	7,23
<u>Coefficients budgétaires : d)</u>					
5. Céréales et pommes de terre (sans pâtisserie), corps gras (sauf beurre), légumes secs, sucre	9,17	6,16	5,51	4,19	3,48
6. Viande, oeufs, poisson	15,62	15,51	13,78	12,71	10,82
7. Produits laitiers (lait, beurre, etc...)	7,57	5,71	4,98	4,67	3,99
8. Légumes frais, fruits frais, conserves légumes	4,02	4,29	4,43	4,28	3,89
9. Conserves de toutes sortes : légumes, poisson viandes, etc...	(2,78)	(3,17)	(2,65)	(2,58)	(2,31)
10. Chocolat, confiserie, pâtisserie, fruits secs	3,71	3,74	3,28	3,15	3,00
11. Boissons non alcoolisées, café, thé, etc...	1,65	1,65	1,53	1,29	1,16
12. Vins, bière, cidre	6,39	4,75	6,22	4,91	3,96
13. Spiritueux, liqueurs	1,77	1,33	1,65	1,58	1,49

<u>NON ALIMENTAIRE - Prix courants</u>					
1. Consommation totale, en millions de F. courants					
<u>dont</u> (en %) :	32 975	70 574	104 809	181 529	303 037
2. Biens durables	14	17	19	19	17
3. Biens semi-durables	30	24	21	20	16
4. Biens fongibles	30	30	30	27	27
5. Services	26	29	30	34	40
<u>Coefficients budgétaires : d)</u>					
6. Loyers réels et fictifs	3,15	4,46	6,22	8,11	9,37
7. Autres dépenses courantes de la maison	5,6	5,20	5,29	4,88	4,85
<u>dont</u> :					
Téléphone	(0,12)	(0,16)	(0,26)	(0,32)	(0,55)
8. Equipement de la maison	4,06	5,27	6,57	6,61	6,22
9. Equipement culturel	1,23	1,87	1,52	1,91	1,87
10. Achat d'automobile	0,79	1,63	1,85	2,44	2,43
11. Transports publics	1,63	1,41	1,29	1,09	1,30
12. Dépenses de transport autres que 10 et 11	2,71	4,50	5,00	5,38	5,62
13. Habillement et parure	16,43	14,64	13,02	12,69	11,28
<u>dont</u> :					
Parure	(1,22)	(1,29)	(1,33)	(1,44)	(1,76)
14. Hygiène et beauté	1,34	1,56	1,44	1,88	2,23
15. Santé	4,66	6,16	6,56	7,99	9,44
16. Dépenses courantes de culture et loisirs	2,83	3,97	4,34	4,46	4,86
17. Tabacs	2,35	2,02	2,05	1,81	1,53

a) Les chiffres sont calculés après élimination des assurances et certains services (pour les rendre homogènes avec la série 1960 - 1969).

b) Voir méthode en annexe page 22.

c) Ne comprenant pas la valeur des services rendus par les établissements de restauration.

d) Pourcentages rapportés à la consommation totale (ligne 3 des renseignements généraux).

Note : Pour les sources et le contenu des postes voir l'annexe ci-après.

ANNEXE DU TABLEAU N° 1

Source : Tous les chiffres de ce tableau, à l'exception des données 1969, sont tirés des publications du C R E D O C : "Consommation" 1961, n° 3-4, 1970, n° 2-3. Les données pour 1969 ont été reprises dans les Comptes de la Nation, et regroupées selon la nomenclature du C R E D O C.

Estimation en prix constants de la consommation totale (ligne 5 des renseignements généraux) : on ne dispose pas d'estimation cohérente pour l'ensemble de la période étudiée mais des estimations en volume sont disponibles séparément pour la période 1950 - 1960 et 1959 - 1968. Pour la première sous période les prix constants utilisés sont ceux de l'année 1956. Pour la deuxième sous période ce sont les prix de 1963 qui constituent la base de référence.

Pour fixer les idées du lecteur de notre tableau nous avons raccordé les deux séries en utilisant 1959 comme année de passage. Ceci nous a d'abord conduit à déterminer un chiffre de volume "en prix de 1963" pour les années 1950 et 1956. Ensuite, on a divisé chaque volume total par le chiffre de la population correspondant. Enfin, on a ramené les "volumes par ménages" ainsi obtenus à l'indice 1950 = 100.

Précisions sur le contenu des postes : La nomenclature utilisée dans ce tableau s'écarte à plusieurs égards des nomenclatures habituelles. On en a expliqué les raisons dans la section I. 1, du premier chapitre (cf. p. 4 et 5). Voici quelques précisions supplémentaires :

Alimentation, ligne 9 comprend : plats cuisinés, conserves de viande, de poisson et de légumes. Elle fait double emploi avec les lignes 6 à 8, d'où la parenthèse.

La ligne 10 comprend : biscottes, biscuits, pains d'épice, entremets et desserts instantanés, pâtisserie, chocolat et cacao, confiserie, miel, glaces, potages et condiments de toutes sortes.

Non alimentaire comprend : tous les services y compris ceux rendus par les établissements de restauration et les assurances. Pour faciliter la lecture, le poste des biens et services divers fut cependant omis dans la partie "coefficients budgétaires".

Ligne 2 comprend : équipement du logement, achat de véhicules individuels, équipement culturel (radio, T.V., photo, etc...), appareils d'optique non médicale, marbrerie funéraire, horlogerie.

Ligne 3 comprend : habillement, maroquinerie, lunetterie, orthopédie, pneumatique, sport et camping, jeux et jouets, instruments de musique, disques, fleurs et plantes.

Ligne 5 comprend : services de réparation de toutes sortes, loyer, coiffeur et institut de beauté, services médicaux, frais de garage, P. et T., cinéma et spectacle, hôtels, cafés, restaurants.

Ligne 4 (fongibles) comprend : tous les postes non inclus dans les lignes 2, 3 et 5.

Ligne 9 comprend : les produits de l'électronique, les appareils de photos, les articles de sport et camping, instruments de musique, etc...

Ligne 11 ne comprend pas les taxis et les locations de voitures ; ces dépenses sont incorporées dans la ligne 12.

Ligne 15 comprend : les services médicaux et les produits pharmaceutiques avec lunetterie et orthopédie.

Ligne 16 comprend : spectacles, livres, revue, journaux, disques, jeux, jouets, etc... (en revanche fleurs et plantes sont comptées parmi les dépenses courantes de la maison).

CHAPITRE II

LA CONSOMMATION DES MENAGES EN 1975 ET 1985 :

Prévisions en volume et en valeur

Nous présentons, ci-après, les premières leçons que l'on peut tirer des diverses projections publiées sur ce sujet, et que nous allons passer en revue.

Après quelques considérations générales sur les prévisions, nous procéderons à une analyse très schématique de deux études consacrées à l'évolution de l'économie française dans les quinze prochaines années. A partir d'une présentation critique des projections effectuées dans le cadre de l'I.N.S.E.E. ([1], [2] et [7]), nous proposerons ensuite un tableau détaillé des structures de consommation des ménages pour ces mêmes années (1).

Contrairement à l'approche poursuivie dans le chapitre précédent, les projections ici retenues reposent sur une analyse économétrique de la demande, produit par produit. Les structures prévisionnelles données en conclusion sont donc dégagées d'une analyse en volume et en valeur (tandis que dans le chapitre précédent on a raisonné directement sur les changements structurels survenus entre 1950 et 1970 pour ensuite tenter de les prolonger vers 1980).

Les résultats auxquels on aboutit par ces deux cheminements sont différents à bien des égards. Mais ils se confirment aussi sur de nombreux points. Il convient d'ailleurs de souligner que le regroupement des données n'est pas identique dans les deux chapitres (les tableaux du chapitre II sont plus proches de la nomenclature traditionnelle de la consommation privée que ceux du chapitre premier).

Les projections données en ce deuxième chapitre sont plus détaillées et se présentent avec une plus grande minutie. Mais en matière de prévision, il ne faut jamais être dupe des chiffres, dont la précision est de pure forme. Chaque projection est le résultat d'un certain nombre d'hypothèses conventionnelles ou intuitive auxquelles on ne peut même pas affecter une probabilité au sens strict. En outre, la formalisation de ces hypothèses (cf. plus loin) opère à son tour des réductions et des simplifications d'ailleurs inévitables. En fin de compte, la projection est toujours une probabilité conditionnée dont le caractère approximatif s'impose avec évidence (il devrait être, en toute honnêteté, marqué par des "fourchettes").

Une critique commune à adresser à ces deux premiers chapitres est qu'ils ne reposent sur aucune analyse sociologique. Cette lacune sera comblée dans les travaux ultérieurs, comme l'expose le chapitre III.

(1) Les parenthèses [] renvoient aux titres de la Bibliographie, p. 40.

II. 1 - GENERALITES

Toute l'étude prévisionnelle repose sur une analyse plus ou moins approfondie de l'évolution antérieure, sur la formulation d'hypothèses relatives à l'évolution future d'un certain nombre de facteurs reconnus comme décisifs pour l'explication des comportements passés, mais aussi sur un acte de foi en ce qui concerne la stabilité des liaisons observées.

Une étude prévisionnelle de la demande des ménages exige la résolution des problèmes suivants :

- 1) Comment déterminer le volume global de la consommation des ménages de façon à satisfaire les conditions générales d'équilibres physiques et financiers ?
- 2) Une fois le volume des dépenses annuelles déterminé, comment le répartir ? Quelles sont les réactions des consommateurs à tout changement dans l'évolution des revenus, des prix nominaux ou relatifs ? Peut-on correctement appréhender ces réactions à partir des seules dépenses de consommation ?

Le premier problème est actuellement résolu par l'utilisation du modèle dit "FIFI".

Les hypothèses qui permettent de déterminer le volume global de la consommation des ménages concernent entre autres :

- l'environnement international,
- l'évolution des facteurs de production : population active, durée du travail, productivité,
- le développement de certains secteurs jugés prioritaires,
- le comportement des ménages : partage du revenu disponible entre consommation et épargne.

Le tout se complète par un certain nombre de relations décrivant les équilibres physiques et financiers.

Le deuxième problème est loin d'être résolu de façon aussi satisfaisante et a engendré une multitude de modèles économétriques plus ou moins sophistiqués, cherchant à traduire par une formulation mathématique, l'inertie des comportements dans le long terme mais aussi l'inégale sensibilité des diverses consommations aux fluctuations conjoncturelles, les liaisons consommation-revenu mais aussi les effets de saturation, l'influence de la structure des prix et la tendance à l'achat de produits plus élaborés.

Les relations précisant la consommation par produit pour une consommation totale données sont considérées comme les résultantes des choix des ménages. Elles sont régies par des lois de consommation moyenne expliquant la demande qui se manifeste sur le marché de chaque produit.

Les fonctions de demande, ajustées à partir des séries chronologiques, sont généralement de la forme :

$$C_{i,t} = F_i (R_t, C_{i,t-1}, P_{i,t})$$

avec

$$\left\{ \begin{array}{l} C_{i,t} = \text{valeur de la consommation du "bien" } i \text{ pendant l'année } t \\ R_t = \text{revenu disponible ou volume global des dépenses effectuées pendant l'année } t \\ P_{i,t} = \text{indice de prix relatif du "bien" } i \text{ pendant l'année } t \end{array} \right.$$

Les modèles les plus fréquemment utilisés (en raison de leur simplicité) sont les suivants :

- Modèle semi logarithmique : $C = a \text{ Log } R + b$, traduisant un phénomène de saturation marquée ; l'élasticité par rapport au revenu diminue quand la consommation croît et la propension marginale à consommer varie de façon inversement proportionnelle au revenu.
- Modèle doublement logarithmique : $\text{Log } C = a \text{ Log } R + b$, à élasticité constante et adapté à des consommations dont le volume croît en fonction du revenu plus ou moins rapidement.
- Modèle linéaire de Stone : $C_{it} = Q_{it} + b_i (R_t - \sum_i Q_{it})$

$$\text{avec } \sum_i b_i = 1 \text{ ou } \sum_i Q_{it} = R_t$$

Ce dernier modèle donne lieu à une interprétation intéressante des choix de l'ensemble des consommateurs : un certain montant $\sum_i Q_{i,t}$ de dépenses inélastiques correspondant à des besoins "prioritaires" est réparti en volume par produit plus ou moins indépendamment du niveau de la dépense totale et des prix.

Cette dépense "incompressible" est une fonction croissante du temps et représente une certaine part de la dépense totale en valeur. L'excédent de la dépense totale sur la dépense "incompressible" est réparti ensuite par produit en fonction des prix et à l'aide de clés de répartition représentées par les coefficients b_i .

Tous ces modèles peuvent être appliqués soit à des projections par grands postes de la consommation des ménages : alimentation, habillement, logement, santé, transports, loisirs, ..., soit à des projections plus détaillées au niveau des produits.

II. 2 - ETUDES PREVISIONNELLES GENERALES

21. Esquisses à 1985 [8]

Les esquisses de croissance à 1985 établies par l'I.N.S.E.E. à la demande du Commissariat Général du Plan décrivent très schématiquement les situations économiques pouvant résulter d'hypothèses différentes sur l'évolution du progrès technique, de l'environnement international et du comportement des agents économiques. Elles ont été établies grâce au modèle FIFI et ont conduit à cinq scénarios très différenciés.

Nous avons sélectionné les deux premiers (les plus pessimistes) car ils font apparaître un taux de croissance de la PIB de 5,5 % entre 70 et 75, taux qui correspond le mieux aux résultats de 1971 et au budget prévisionnel de 72.

Quelles sont les caractéristiques essentielles de ces prévisions ?

1ère esquisse : L'hypothèse fondamentale de ce scénario réside dans un ralentissement du progrès technique, se traduisant par :

- Un ralentissement du taux de croissance de la productivité.
- La persistance d'une durée hebdomadaire de travail élevée : 41 heures en moyenne en 1985 - 5 semaines de congés annuels.
- Un ralentissement de l'effort d'investissement productif : de 15,7 % en 1965, la part de la PIB consacrée croîtrait plus lentement que par le passé pour plafonner à 17,5 % à partir de 1975.

Les taux annuels moyens de croissance sont alors les suivants :

	1965-1985	1965-1975	1975-1985
P.I.B.	5,3 %	5,6 % (1)	5,0 %
Cons. ménages	5,2 %	5,3 %	5,1 %
F.B.C.F. logement	4,9 %	5,6 %	4,2 %

(1) 5,7 % de 1965 à 70 et 5,5 % par an de 1970 à 75.

Les hypothèses choisies dans cette esquisse impliquent donc un net ralentissement de la croissance économique sur l'ensemble de la période. A une croissance rapide de 1965 à 1970 succéderait une croissance plus faible de 70 à 75. Après 1975, le ralentissement serait plus brutal.

2ème esquisse : L'hypothèse fondamentale de ce deuxième scénario réside dans un environnement international défavorable.

"L'ensemble des pays occidentaux entrerait dans une période de "stop and go". Aucun ne pouvant aller durablement plus vite que les autres et l'ensemble ne parvenant pas à un accord, l'effort de chacun pour ne pas dépasser les autres dans la hausse des prix aurait pour résultat un ralentissement général de la croissance".

Cette hypothèse se traduit par :

- Un fléchissement des progrès de productivité.
- Un léger ralentissement de la durée hebdomadaire du travail qui s'établirait en 1985 à 40 heures.

La croissance économique prévue serait analogue à celle de l'esquisse précédente. Le climat international entraînerait vraisemblablement des réactions malthusiennes, entre autres un certain retour au protectionnisme.

Les taux annuels moyens de croissance seraient les suivants :

	1965-1985	1965-1975	1975-1985
P.I.B.	5,0 %	5,6 %	4,4 %
Cons. ménages	4,8 %	5,3 %	4,3 %
F.B.C.F. logement	4,9 %	5,6 %	4,2 %

22. Etude macroéconomique pour 1975 [5]

Etablis à la demande du Commissariat Général du Plan, ces travaux présentent un intérêt méthodologique extrêmement important. Ils permettent de mettre en lumière la nature et l'étendue des résultats fournis par le modèle FIFI, la nature des principales hypothèses exogènes et celle des paramètres qu'il convient de chiffrer pour effectuer toute projection.

Un compte de départ (c'est-à-dire une première image 1975) a été élaborée à partir des hypothèses générales suivantes :

- Maintien des comportements observés dans le passé en ce qui concerne les entreprises et les ménages.
- Evolution jugée la plus probable de l'environnement international et des facteurs physiques de la croissance (population active - durée du travail - productivité).
- Stabilité des règles décisionnelles en matière de dépenses et de recettes des administrations, impliquant l'absence de toute politique économique visant à corriger les déséquilibres apparents.

En outre, ces études ont testé la sensibilité des résultats :

- aux aléas relatifs aux facteurs de production et autres variables exogènes.
- aux modifications de certaines hypothèses de comportement des agents économiques : taux d'épargne, etc...

L'importance et la complexité de ces travaux montrent très clairement qu'il est absolument impossible d'effectuer un travail similaire pour un horizon plus lointain, sans utiliser FIFI.

Par contre, il est tout à fait possible de prévoir, pour un volume de consommation donné, un certain nombre de variantes dans la répartition de ce budget, établies à partir d'hypothèses diverses sur le comportement des ménages au niveau de grands postes ou de produits.

II. 3 - ETUDE DE LA CONSOMMATION DES MENAGES EN 1975 ET 1985 [1] [2] et [7]

Les projections que nous allons étudier ont été effectuées dans le cadre des hypothèses générales de développement du VIème Plan [6] et dans celui des esquisses à 1985 présentées dans la partie précédente. Très détaillées, elles nous serviront de cadre de référence pour les prévisions que nous pourrons être amenés à élaborer dans la suite de l'étude.

Nous présenterons, dans un premier paragraphe, les hypothèses relatives à l'évolution probable du cadre économique général ; et, dans un deuxième paragraphe, les projections détaillées de la consommation des ménages proprement dites.

II. 31 - Hypothèses générales

- La population totale évoluerait de 1965 à 1985 au taux annuel moyen de 0,9 % par an. Elle atteindrait ainsi 52 millions en 75 et 57 à 58 millions en 1985. Ceci représente un accroissement annuel moyen de 500 000 personnes. La structure prévisible de la population intérieure totale (compte non tenu des migrations) serait la suivante [9] :

% de personnes ayant :	1970	1975	1985
. Moins de 20 ans	33,2	32,5	32,5
. De 20 à 64 ans	53,9	54,0	55,3
. 65 ans ou plus (dont 75 ans ou plus)	12,9 (4,7)	13,5 (5,1)	12,2 (6,0)
TOTAL	100	100	100

- La population active croîtrait de 1 % par an en moyenne. Contrairement à la décennie 60, où l'accroissement de la population active a été due à un retour massif des rapatriés d'Algérie en 62 et 63, l'évolution entre 1970 et 1975 serait imputable à trois facteurs :
 - a) L'évolution naturelle de la population.
 - b) L'accroissement de la participation des femmes à l'activité économique.
 - c) L'immigration de travailleurs étrangers.
- Le nombre de ménages évoluerait de la façon suivante : 16 millions en 70, 17 en 1975, 18 en 1980, 19 en 1985, donc très régulièrement.
- La PIB évoluerait entre 1965 et 1985 à un taux supérieur à 5 % par an. Cette croissance serait plus rapide pour la décennie en cours (65 - 75) mais moins rapide pour la décennie 75 - 85.
- Les taux de croissance de la productivité pourraient évoluer de la façon suivante :
 - . Industrie (sauf BTP) : 6,85 % entre 1965 et 1975 ; 5,5 % entre 75 et 85.

. Bâtiments, Travaux Publics : 3,55 % entre 1965 et 1975 ; 2,1 % entre 75 et 85.

- Le ralentissement de la croissance de la productivité serait dû soit à un ralentissement du progrès technique, soit à un environnement international peu favorable, engendrant des réactions malthusiennes comme par exemple un certain retour au protectionnisme.
- En ce qui concerne la durée hebdomadaire du travail, l'hypothèse retenue pour les branches non agricoles, serait celle des tendances constatées pendant ces trois dernières années. Elle passerait ainsi de 44 h.30 en 1970 à 43 h. en 1975 et à 41 h. en 1985.
- Le taux de croissance du revenu disponible serait, en francs constants, supérieur en moyenne à 5 % sur la période 65 - 85.
- L'épargne représenterait, comme par le passé, une fraction légèrement croissante du revenu disponible des ménages.
- Les prix relatifs à la consommation évolueraient suivant les tendances moyennes des dix dernières années.

Tel est, brièvement résumé, le cadre d'hypothèses dans lequel ont été faites les projections présentées dans les tableaux 1, 2, 2 bis, 3 et 4 de ce chapitre (cf. pages 41 à 45).

II. 32 - Consommation future des ménages français

Quelles sont, brièvement, les tendances générales de la consommation des ménages dans les quinze prochaines années, telles qu'elles apparaissent à l'examen des tableaux cités ?

Elles sont au nombre de trois :

- Ralentissement de la croissance de la consommation globale des ménages après 1975.
- Fléchissement des dépenses alimentaires.
- Croissance accélérée des dépenses de santé, hygiène et beauté.

Le ralentissement de la croissance de la consommation des ménages serait dû à deux phénomènes :

- Le ralentissement de l'activité économique après 1975, déjà signalé dans la partie II. 21.
- La très légère diminution de la part de la consommation privée dans la PIB, qui passerait de 65,6 % en 65 à 64 % en 85.

Néanmoins la progression de la consommation par tête serait constante : 4,5 % par an en moyenne.

Les taux de croissance moyens du volume global de la consommation des ménages (5,45 % entre 65 et 75, 4,55 % entre 75 et 85) recouvrent des disparités sensibles que nous allons maintenant étudier.

a) La consommation alimentaire (cf. tableau 4, page 45)

Le taux de croissance du volume de la consommation alimentaire à domicile des ménages semble devoir diminuer de façon sensible dans les prochaines années : de 3 % par an entre 1965 et 1975, puis de 1,7 % entre 1975 et 1985.

Cette évolution s'insère parfaitement dans celle des années passées. Les remarques qui ont été faites dans le chapitre I restent parfaitement valables et ne seront donc pas répétées ici.

Il convient cependant d'insister sur le fait que ces projections ont été faites en volume c'est-à-dire en francs constants. Or, l'élévation du niveau de vie se traduit par l'achat de produits plus chers. Le passage, dans une même catégorie, de produits simples à des produits plus chers ou plus élaborés augmente le prix moyen de cette catégorie plus rapidement que ne l'aurait fait la seule hausse du niveau des prix. Son effet est donc de gonfler l'indice de "volume" par rapport à l'indice de quantité : c'est ce que l'on appelle "l'effet qualité".

La notion de "volume" cumule ainsi les deux notions "quantité" et "qualité". Les projections en volume de certains produits (légumes frais par exemple) sont donc probablement légèrement surestimées.

Plus intéressante pour une étude de "modes de vie" est la répartition de la consommation alimentaire au sens large entre autoconsommation, achats, et consommations prises à l'extérieur :

- La part de l'autoconsommation dans la consommation alimentaire à domicile des ménages qui était de 11 % en 1954 s'établira à environ 8,0 % en 1975.
- Le coefficient budgétaire de l'alimentation à domicile passera de 32,0 % en 65 à 19,20 % en 1985.
- Le coefficient budgétaire de la rubrique : Hôtels, Cafés, Restaurants, Cantines semble rester assez stable, passant de 6,5 % en 65 à 6,0 % en 1985 (1).

Il semble donc qu'on puisse prévoir une décroissance rapide du budget alimentaire même si on y regroupe consommations à domicile et hors domicile. Ceci peut poser, à moyen terme, quelques problèmes aux industries agricoles et alimentaires.

(1) Rappelons que ces chiffres sont donnés en prix constants de 1965, c'est-à-dire qu'ils ne tiennent pas compte de la hausse particulièrement rapide des "prix relatifs" de ce secteur. D'où la divergence par rapport aux projections du chapitre I (page 19).

Le VIème Plan [6] précise d'ailleurs que :

"L'industrie laitière devra incorporer, en particulier par l'innovation, plus de valeur ajoutée au cours de la transformation des produits afin de compenser le plafonnement relatif de la demande Par contre l'industrie des surgelés semble avoir sur le marché intérieur des perspectives extrêmement favorables".

b) La consommation non alimentaire

Nous analyserons les différents postes de la consommation non alimentaire en étudiant :

- Les taux de croissance annuels moyens donnés dans le tableau 3.
- Les coefficients budgétaires en volume et en valeur donné dans les tableaux 2 et 2 bis.

Rappelons que si la projection en volume est une projection en francs constants, à structure de prix fixe, la projection en valeur s'effectue en francs courants, les hypothèses sur les prix relatifs étant celles de poursuite des tendances observées dans le passé.

Que signifie alors la différence entre deux coefficients budgétaires, l'un calculé à partir de séries en volume, l'autre à partir de séries en valeur ?

On a les formules suivantes :

Soit un bien i . On appelle

$D_i^0 = p_i^0 q_i^0$ les dépenses consacrées au produit i à la date t_0

$D_i^t = p_i^t q_i^t$ les dépenses consacrées au produit i à la date t

Le coefficient budgétaire en volume du produit i , à la date t est égal à :

$$\text{Vol}_t = \frac{p_i^0 q_i^t}{\sum_i p_i^0 q_i^t}$$

Le coefficient budgétaire en valeur du produit i à la date t est égal à :

$$\text{Val}_t = \frac{p_i^t q_i^t}{\sum_i p_i^t q_i^t}$$

$$\text{On a alors : } \frac{\text{Val}_t}{\text{Vol}_t} = \frac{p_i^t q_i^t}{p_i^o q_i^t} \times \frac{\sum_i p_i^o q_i^t}{\sum_i p_i^t q_i^t} = \frac{p_i^t}{p_i^o} / P$$

$$\text{où } P = \frac{\sum_i p_i^t q_i^t}{\sum_i p_i^o q_i^t} \quad \text{représente l'indice de Paasche des}$$

prix à la consommation pendant la période (t_0, t) .

$$\text{Val}_t \text{ inférieur à } \text{Vol}_t \text{ entraîne } \frac{p_i^t}{p_i^o} \text{ inférieur à } P.$$

Ceci veut dire que le prix du bien i a augmenté moins vite que l'indice général des prix P ou ce qui est équivalent, que le prix relatif du bien i a diminué pendant la période (t_0, t) .

Inversement, Val_t supérieur à Vol_t implique une augmentation du prix relatif du bien i considéré pendant la période (t_0, t) .

Ceci rappelé, examinons les évolutions prévues des différents postes :

Habillement :

Les taux de croissance moyens prévus sont les suivants :

$$65 - 75 : 4,2 \%$$

$$75 - 85 : 3,0 \%$$

L'évolution prévue des coefficients budgétaires est la suivante :

	1965	1975	1985
. En volume	11,2 %	10,0 %	8,6 %
. En valeur	11,2 %	10,2 %	7,2 %

L'I.N.S.E.E. prévoit donc un ralentissement de la croissance, plus marqué en valeur qu'en volume à partir de 1975, donc une baisse du prix relatif de ce poste, ce qui est tout à fait en accord avec les remarques faites dans le premier chapitre.

Habitation :

Les dépenses de logement évolueront de la façon suivante :

+ 6,0 % en moyenne en 65 et 75, + 4,9 % en moyenne entre 75 et 85.

Les coefficients budgétaires s'établiront comme suit :

	1965	1975	1985
. En volume	19,2 %	20,2 %	21,0 %
. En valeur	19,2 %	20,8 %	23,3 %

La part de ce poste dans le budget total des ménages croîtra donc légèrement dans les 15 prochaines années. Ce poste devient, à partir de 1975 le plus important.

Les prévisions relatives à l'évolution des dépenses d'habitation sont relativement difficiles et ceci pour deux raisons :

- La comptabilisation des dépenses de ce poste est assez délicate notamment celles concernant les loyers (fictifs ou réels).
- Une étude de la demande a assez peu de signification. Les ménages ne peuvent, en effet, habiter que des logements construits, existants.

Il semble donc nécessaire de compléter l'étude de la demande par une étude de l'offre.

Quelles sont les prévisions de l'offre ?

Le VIème Plan prévoit la construction annuelle de 565 000 équivalent-logements (dont 315 000 équivalent-logements économiques et sociaux) et l'amélioration de 250 000 logements anciens.

Des prévisions plus lointaines [8] permettent de situer l'offre à 800 000 équivalent-logements en 1985.

Le nombre moyen de logements neufs croîtrait ainsi de 3,53 % en moyenne, soit un peu moins vite que la demande.

En ce qui concerne les dépenses d'équipement, elles devraient évoluer de la façon suivante :

- Le coefficient budgétaire en volume passerait de 6,6 % en 1965 à 7,6 % en 1985.
- La croissance serait plus rapide pour la décennie 65 - 75 que pour la décennie 75 - 85.

Ce ralentissement de la croissance peut s'expliquer de la façon suivante :

La croissance générale des taux d'équipement des ménages résulte en grande partie de l'augmentation des revenus. Cependant, à partir d'un certain seuil d'équipement intervient un effet de saturation limitant la diffusion ultérieure des biens en question. Ceci est parfaitement clair dans le tableau suivant :

% des ménages français équipés d'au moins un :	1954	1962	1970
. Réfrigérateur	6,7	40,3	79,5
. Machine à laver	8,4	30,1	56,7
. Aspirateur	14,0	33,3	52,6
. Cuisinière	(n.d.)	83,2	87,4

La demande d'accroissement du parc devient alors très faible devant l'importance de la demande de remplacement.

Il faut donc introduire dans les prévisions un seuil de saturation, variable selon les biens. Dans ces conditions, les taux d'équipement prévus pour 1975 par l'I.N.S.E.E. [2] sont les suivants :

- Réfrigérateur : 92 % des ménages.
- Machines à laver : 72 %
- Aspirateur : 61 %
- Cuisinière : 90 %

Hygiène et Santé

Sur une très longue période (1950 - 1985) les consommations d'hygiène et de santé sont très nettement celles qui connaissent la progression la plus forte. De 5,4 % en 1950, leur part dans le volume de la consommation s'élève à 10,5 % en 65, 13,8 % en 75 et 18,5 % en 1985 ; et, dans le budget de la consommation, évalué en prix courants, à 20,1 % en 1985.

- Pour la santé ce développement est étroitement conditionné par les décisions d'investissements en équipements collectifs publics et de formation de personnels médicaux ou paramédicaux. Les perspectives de la consommation médicale des ménages dépendent donc de l'évolution de l'offre. Il semble également que les consommations les plus liées au progrès technique s'accroissent beaucoup plus que les autres, et que, de ce fait, elles pèsent de plus en plus dans la consommation des soins médicaux.

Les projections de consommations de soins médicaux établies par le C R E D O C dans le cadre du VIème Plan sont les suivantes [4] :

- Le volume de la consommation médicale doit s'accroître de 8,3 % à 10,5 % par an sur la période 1970 - 1975 (Indice 1975 = 149,0 à 164,7 par rapport à 100 en 1970), soit encore plus rapidement que les prévisions I.N.S.E.E. reproduites dans le tableau 3.
- La dépense de soins médicaux par personne serait en 1975 comprise entre 1 400 et 1 600 F. Elle serait ainsi plus du double de la dépense en 1969 (774 F.).
- Les prix relatifs de l'ensemble des soins augmenteraient au plus de 0,8 % par an, la baisse de l'indice de prix relatifs de la pharmacie compensant la hausse des indices de prix relatifs de l'ensemble des services.

Cette perspective de croissance accélérée des dépenses de consommation médicale pose à moyen et long terme un certain nombre de problèmes importants. L'un de ceux-ci est celui de l'équilibre de la Sécurité Sociale. Un certain nombre de prévisions macro-économiques [5] faisant ressortir un déficit de 12 milliards de francs en 1975.

- Pour les dépenses de "soins de la personne" (hygiène et beauté), où n'existent pas ces freins au niveau de l'offre, les taux de croissance prévus sont encore plus forts : ils se situeront à 9,9 % par an sur l'ensemble de la période 1965 - 85, en volume - ce qui constitue le taux le plus élevé de tous les postes de la consommation.

Transports et télécommunications

Le coefficient en volume de ce poste semble devoir croître assez lentement mais significativement de 1965 à 1985. Les résultats sont, en effet, les suivants :

9,4 % en 1965 ; 11,5 % en 75 ; 12,4 % en 85

En ce qui concerne le poste "transports individuels" où sont comptabilisés les achats mais aussi les frais d'entretien de véhicules individuels, les dépenses se répartissent ainsi pour les années 1965, 75 et 85 (en millions de F. 1965) :

	1965	1975	1985
Achats de véhicules individuels	7 758	17 015	28 642
Entretien de ces véhicules	12 566	29 135	52 040

La part des achats resterait donc à peu près constante, de l'ordre de 35 % du total des dépenses de transport individuel. Le taux d'équipement d'automobile devrait passer de 46 % en 65 à 68 % en 75. Les prévisions de dépenses tiennent compte à la fois d'un phénomène de saturation, déjà rencontré dans la demande de biens d'équipement du logement, mais également d'une croissance rapide du taux de "multimotorisation" (16 % des ménages posséderaient deux automobiles fin 1975).

La marché de l'automobile risque donc d'être soumis à des fluctuations importantes, la demande de remplacement pouvant devenir d'ici quelques années l'élément moteur de la demande totale au détriment de la demande nette correspondant à l'accroissement du parc.

Le rythme de croissance des transports collectifs est très inférieur à celui des transports individuels. Les taux calculés sont cependant assez fragiles, l'arbitrage transports collectifs - transports individuels résultant de phénomènes complexes (urbanisation - qualité des transports collectifs - répartition des lieux de travail et d'habitat - et surtout décisions des pouvoirs publics) pour lesquels les prévisions se sont contentées de supposer le maintien des tendances passées. Il s'agit donc d'un exemple d'activité économique pour lequel la seule notion de dépenses n'est pas significative.

Culture, loisirs, distractions

L'I.N.S.E.E. prévoit pour les années 75 - 85 un taux de croissance des dépenses de ce poste supérieur à celui de la consommation globale. Ici encore l'estimation des dépenses est assez délicate en raison de l'hétérogénéité de ce poste 6.

Le poste 6-1 "Electronique domestique" est lui, l'objet de bonnes estimations : il comprend, en effet, les achats de télévision, radio, magnétophone ...

Certains taux de possession déjà très élevés en 70 : 69,5 % pour les téléviseurs, 86,0 % pour la radio laissent prévoir un ralentissement de la progression des dépenses relatives à ces biens. La quasi totalité des ménages, désireux de l'acquérir, seront possesseurs de téléviseurs en 1985. On atteindra vraisemblablement à cette date le niveau de saturation de ce produit.

La faiblesse relative des taux d'équipement des ménages en électrophones (38,4 % en 70) permet, par contre, d'envisager une augmentation sensible des dépenses, augmentation aidée, sans doute, par la diffusion d'équipements polyvalents.

Dans l'ensemble, ces prévisions de l'I.N.S.E.E. sont très pessimistes quant à l'avenir des appareils audiovisuels à domicile après 1975 ; mais on remarquera qu'elles ne semblent pas tenir compte des très nombreuses innovations technologiques susceptibles d'être introduites, et de se substituer aux produits actuellement proches de la saturation.

Divers (Hôtels, cafés, restaurants, biens et services divers)

La part de ces dépenses dans le budget semble relativement stable et restera vraisemblablement supérieure à 9 %. Toutes les remarques faites dans le chapitre I à propos de ces divers restent parfaitement valables dans le cadre de la projection effectuée par l'I.N.S.E.E.

BIBLIOGRAPHIE

- (1) "Projections de la consommation alimentaire pour 1975".
Collection I.N.S.E.E., série M, n° 5.
 - (2) "La consommation des ménages en 1975. Projection par fonctions".
Note ronéotée . I.N.S.E.E., 1971.
 - (3) "15 millions d'automobiles en 1975".
Economie et Statistique, n° 16, 1970.
 - (4) "Projection de la production et de la consommation des soins médicaux pour
le VIème Plan".
C R E D O C, avril 1971.
 - (5) "Etudes macroéconomiques pour 1975 réalisées avec le modèle FIFI".
Collections I.N.S.E.E., série C, n° 9.
 - (6) "VIème Plan de développement économique et social".
 - (7) "Modèles et projections de la consommation".
Economie et Statistique, n° 6, 1969.
 - (8) "Cinq esquisses de croissance pour 1985 (esquisses A et B)".
Economie et Statistique, n° 15, 1970.
 - (9) "Schéma général d'aménagement du territoire".
D.A.T.A.R.
-

LA CONSOMMATION DES MENAGES DE 1965 A 1985 (EN VOLUME)
(millions de F. 1965)

NOMENCLATURE DES FONCTIONS	1965	1975	1985
1. <u>ALIMENTATION</u>	<u>92 120</u>	<u>123 790</u>	<u>146 120</u>
2. <u>HABILLEMENT</u>	<u>32 290</u>	<u>48 970</u>	<u>65 830</u>
21. Vêtements	27 400	41 850	56 730
22. Chaussures	4 890	7 120	9 100
3. <u>HABITATION</u>	<u>55 390</u>	<u>99 010</u>	<u>160 020</u>
31. Logement	23 300	39 170	68 030
32. Equipement logement	18 990	36 230	57 550
33. Energie	10 630	19 100	27 100
34. Produits d'entretien	2 470	4 510	7 340
4. <u>HYGIENE ET SANTE</u>	<u>30 120</u>	<u>67 790</u>	<u>141 190</u>
41. Hygiène et soins personnels	5 390	14 320	35 610
42. Consommation médicale	24 730	53 470	105 580
5. <u>TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS</u>	<u>27 020</u>	<u>56 060</u>	<u>94 530</u>
51. Transports individuels	20 320	46 150	80 680
52. Transports collectifs	5 250	6 610	9 550
53. Télécommunications	1 450	3 300	4 300
6. <u>CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS</u>	<u>24 030</u>	<u>49 010</u>	<u>85 360</u>
61. Electronique domestique	3 370	12 000	13 180
62. Photos, cinéma, optique	670	1 890	2 800
63. Sports, jouets, divers	7 920	18 170	42 750
64. Spectacles	2 410	3 050	5 010
65. Livres, revues, journaux	4 470	6 550	11 490
66. Tabacs, allumettes	5 190	7 350	10 130
7. <u>H.C.R. - DIVERS</u>	<u>27 140</u>	<u>45 000</u>	<u>69 740</u>
71. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	18 820	30 790	46 500
72. Enseignement	1 890	2 730	4 390
73. Biens divers	4 140	7 900	12 880
74. Services divers	2 290	3 580	5 970
TOTAL	288 110	489 630	762 790

Tableau n° 2

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES MENAGES DE 1965 A 1985

(Coefficients budgétaires en volume - F. 1965)

NOMENCLATURE DES FONCTIONS	1965	1975	1985
1. <u>ALIMENTATION</u>	<u>32,0</u>	<u>25,3</u>	<u>19,2</u>
2. <u>HABILLEMENT</u>	<u>11,2</u>	<u>10,0</u>	<u>8,6</u>
21. Vêtements	9,5	8,5	7,4
22. Chaussures	1,7	1,5	1,2
3. <u>HABITATION</u>	<u>19,2</u>	<u>20,2</u>	<u>21,0</u>
31. Logement	8,1	8,0	8,9
32. Equipement logement	6,6	7,4	7,6
33. Energie	3,7	3,9	3,6
34. Produits d'entretien	0,8	0,9	1,0
4. <u>HYGIENE ET SANTE</u>	<u>10,5</u>	<u>13,8</u>	<u>18,5</u>
41. Hygiène et soins personnels	1,9	2,9	4,7
42. Consommation médicale	8,6	10,9	13,8
5. <u>TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS</u>	<u>9,4</u>	<u>11,5</u>	<u>12,4</u>
51. Transports individuels	7,1	9,4	10,6
52. Transports collectifs	1,8	1,4	1,2
53. Télécommunications	0,5	0,7	0,6
6. <u>CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS</u>	<u>8,3</u>	<u>10,0</u>	<u>11,2</u>
61. Electronique domestique	1,2	2,5	1,7
62. Photos, cinéma, optique	0,2	0,4	0,4
63. Sports, jouets, divers	2,7	3,7	5,6
64. Spectacles	0,8	0,6	0,7
65. Livres, revues, journaux	1,6	1,3	1,5
66. Tabacs, allumettes	1,8	1,5	1,3
7. <u>H.C.R. - DIVERS</u>	<u>9,4</u>	<u>9,2</u>	<u>9,1</u>
71. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	6,5	6,3	6,0
72. Enseignement	0,7	0,6	0,6
73. Biens divers	1,4	1,6	1,7
74. Services divers	0,8	0,7	0,8
TOTAL	100	100	100

Tableau 2 bis

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES MENAGES DE 1965 A 1985
 (Coefficients budgétaires en valeur)

NOMENCLATURE DES FONCTIONS	1965	1975	1985
1. Alimentation	32,0	27,9	16,7
2. Habillement	11,2	10,2	7,2
3. Habitation	19,2	20,8	23,3
4. Hygiène et Santé	10,5	12,0	20,1
5. Transports et télécommunications	9,4	10,3	11,3
6. Culture, loisirs, distractions	8,3	9,0	10,6
7. Hôtels, Cafés, Restaurants, Divers	9,4	9,8	10,8

LA CONSOMMATION DES MENAGES DE 1965 A 1985
Taux d'accroissement en volume

NOMENCLATURE DE FONCTIONS	Indice 1965 = 100		Taux de croissance annuels moyens		
	75	85	85/65	75/65	85/75
1. <u>ALIMENTATION</u>	<u>134,4</u>	<u>158,6</u>	<u>2,3</u>	<u>3,0</u>	<u>1,7</u>
2. <u>HABILLEMENT</u>	<u>151,6</u>	<u>203,8</u>	<u>3,6</u>	<u>4,2</u>	<u>3,0</u>
21. Vêtements	152,7	207,0	3,7	4,3	3,1
22. Chaussures	145,6	186,0	3,1	3,8	2,5
3. <u>HABITATION</u>	<u>178,7</u>	<u>288,9</u>	<u>5,4</u>	<u>6,0</u>	<u>4,9</u>
31. Logement	168,1	292,0	5,5	5,3	5,7
32. Equipement logement	190,7	303,0	5,7	6,7	4,7
33. Energie	179,7	255,0	4,8	6,0	3,6
34. Produits d'entretien	182,8	297,0	5,6	6,2	5,0
4. <u>HYGIENE ET SANTE</u>	<u>225,1</u>	<u>468,9</u>	<u>8,0</u>	<u>8,5</u>	<u>7,5</u>
41. Hygiène et soins personnels	265,8	661,0	9,9	10,3	9,5
42. Consommation médicale	216,3	427,0	7,5	8,0	7,0
5. <u>TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS</u>	<u>207,5</u>	<u>349,9</u>	<u>6,5</u>	<u>7,6</u>	<u>5,4</u>
51. Transports individuels	227,1	397,0	7,1	8,5	5,7
52. Transports collectifs	126,0	182,0	3,0	2,3	3,7
53. Télécommunications	227,9	297,0	5,6	8,6	2,7
6. <u>CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS</u>	<u>204,0</u>	<u>355,3</u>	<u>6,5</u>	<u>7,4</u>	<u>5,7</u>
61. Electronique domestique	355,8	391,0	7,1	13,5	0,9
62. Photos, cinéma, optique	283,9	421,1	7,5	11,0	4,0
63. Sports, jouets, divers	229,5	540,0	8,8	8,7	8,9
64. Spectacles	126,6	208,0	3,7	2,4	5,1
65. Livres, revues, journaux	146,6	257,0	4,8	3,9	5,8
66. Tabacs, allumettes	141,6	195,0	3,4	3,5	3,3
7. <u>H.C.R. - DIVERS</u>	<u>165,8</u>	<u>256,9</u>	<u>4,8</u>	<u>5,2</u>	<u>4,5</u>
71. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	163,5	247,0	4,6	5,0	4,2
72. Enseignement	144,9	232,0	4,3	3,8	4,8
73. Biens divers	190,7	311,0	5,8	6,7	5,0
74. Services divers	156,3	261,0	4,9	4,6	5,3
TOTAL	169,9	264,8	5,0	5,4	4,5

Tableau n° 4

EVOLUTION DU VOLUME DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES
DE 1965 A 1985

(Millions F. 65)

NOMENCLATURE DES FONCTIONS	1965	1975	1985
1. Alimentation	92 120	123 790	146 120
11. Produits à base de céréales	10 730	13 385	13 627
12. Légumes	8 320	10 682	12 563
13. Fruits	5 663	8 629	10 137
14. Viandes, volailles, oeufs, poissons	32 751	44 342	55 349
15. Lait et fromage	8 196	11 380	12 786
16. Corps gras	6 063	7 807	9 822
17. Divers	4 561	7 530	9 668
18. Boissons	15 836	20 031	22 170

CHAPITRE III

ORIENTATION DES AUTRES TRAVAUX EN COURS

INTRODUCTION : PRECISIONS SUR L'ENSEMBLE DU PROGRAMME

Notre programme de travaux prospectifs sur les modes de vie et la consommation a été découpé en deux phases :

La première phase de travaux, à présent bien avancés, est consacrée :

- d'une part, à l'élaboration d'un premier scénario, dit tendanciel, c'est-à-dire fondé sur l'explicitation des principales tendances en cours, et leur prolongement jusqu'à l'horizon retenu ;
- d'autre part, à une recherche systématique des possibilités de changement, dans le but de dessiner les hypothèses directrices des scénarios de la seconde phase.

La seconde phase sera destinée à systématiser ces travaux prospectifs, et à en affiner les résultats en procédant à des approches sectorielles. Une définition détaillée de son programme pourra être élaborée, en relation avec les Adhérents, à partir de février 1972.

Les pages qui suivent sont consacrées à la seule première phase : nous rappellerons et préciserons l'orientation générale, avant d'exposer plus en détail les travaux en cours.

Orientation de la première phase

Consacrée à une prospective de la consommation des Français et de son contexte, notre étude analyse les perspectives de changement dans notre société, les comportements et les modes de vie, et donc les caractéristiques majeures du marché français en 1985 (1).

Pour effectuer ce travail de prospective sociale et économique, nous examinons les principales composantes des modes de vie : le contexte économique d'ensemble de notre pays ; les institutions, les structures sociales et l'évolution démographique ; les attitudes et systèmes de valeurs du public, et ses comportements ; l'influence des exemples étrangers, et des innovations technologiques.

(1) La première phase est centrée sur 1985. En outre, chaque fois que cela sera possible, nous marquons les étapes 1975 et / ou 1980, et nous nous interrogeons sur le plus long terme (vers 2 000).

Pour chacune de ces composantes, sont recherchées les grandes tendances en cours ; puis les possibilités d'apparition de changements ou de tendances nouvelles ; enfin, nous nous efforçons de préciser quelles peuvent être les conséquences en chaîne de chacun de ces changements.

Pour procéder à une présentation aussi synthétique que possible des résultats de ces investigations, nous élaborerons un scénario, correspondant à un ensemble d'hypothèses cohérentes en matière d'évolution du contexte socio-économique, de la technologie, des attitudes et des comportements.

Dans la phase actuelle de la recherche, il s'agira d'un scénario "central" ou "tendanciel", c'est-à-dire recherchant une compatibilité entre les évolutions couramment considérées comme les plus probables - ce qui ne signifie pas forcément que le scénario global qui en résultera aura une probabilité définie (et élevée) de réalisation.

En outre, seront formulées les hypothèses qui présideront ultérieurement à l'élaboration d'autres scénarios, "alternatifs" ou "contrastés".

Démarche suivie

Les objectifs que nous venons de préciser seront atteints par un ensemble de travaux, de caractère classique pour certains, ou de caractère plus nettement prospectif pour les autres.

- a. Nous avons commencé par appréhender les modes de vie à travers la consommation : son évolution passée, les tendances qui s'en dégagent, et les prévisions de type classique qui ont été établies, essentiellement en extrapolant ces tendances. Ce premier ensemble de travaux ayant fait l'objet des chapitres I et II, nous n'y reviendrons pas dans la suite de ce chapitre. Soulignons simplement qu'ils présentent un double intérêt :
 - D'abord et surtout, ils constitueront un point de référence pour les travaux prospectifs ultérieurs ;
 - ensuite, le rapprochement des prévisions existantes montre des incompatibilités, des impossibilités, donc des problèmes qui vont apparaître, et des changements inévitables.

Ainsi, en cas de prolongation des tendances actuelles, les dépenses de santé et le budget social de la nation s'accroîtraient jusqu'à entraver toute autre activité économique.

Dans d'autres cas, ces prévisions n'ont pas pris en compte des changements pourtant vraisemblables. Ainsi, elles postulent que le taux d'épargne des ménages continuera de croître comme par le passé - or les spécialistes se demandent si ce taux n'a pas atteint un maximum. Ou encore, elles s'attendent à une saturation du marché des appareils électroniques audio-visuels (radio, télévision...) et donc un ralentissement brutal des ventes après 1975 ; mais ne semblent pas avoir pris en compte les multiples innovations prévues pour se substituer aux produits actuellement sur le marché.

- b. Parallèlement à ces premiers travaux, cinq autres recherches ont été entamées. Elles portent sur des sujets qui, du fait de leur ampleur, seront loin d'être épuisés au terme de la première phase, et ne seront donc qu'en partie intégrés au rapport final de mai 1972.

III. 1 - LE CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE

Notre programme ne saurait concentrer ses efforts sur une prospective de la vie politique, ou de la production industrielle, ou du travail, ou de l'éducation, etc...

Mais il paraît indispensable d'intégrer au maximum les apports de tels travaux, dans la mesure où ils existent déjà, pour élaborer un cadre cohérent d'hypothèses générales sur l'évolution du contexte économique, social et politique dans lequel se situeront les modes de vie et la consommation des Français en 1985.

Nous évoquerons très sommairement quelques-unes de ces interrogations ; puis nous citerons le récent travail de la D.A.T.A.R., à titre d'exemple de recherche dont les conclusions seront analysées dans le cadre de la présente étude.

III. 11 - Quelques interrogations

- Les scénarios élaborés dans la seconde phase pourraient étudier les conséquences sur les modes de vie d'une réalisation plus, ou moins, rapide de l'Europe : circulation des produits, mais aussi déplacement des travailleurs, des "acheteurs de vacances" et de résidences secondaires, etc...
- De même, le passage à un libéralisme économique plus franc, ou au contraire à dirigisme plus nettement socialisant (sans exclure d'autres possibilités) sont des hypothèses dont il importe d'étudier les conséquences - ou peut-être de montrer l'absence de conséquences - sur les activités et la consommation des ménages.

- Le devenir possible des inégalités - inégalités de revenus et de patrimoine mais aussi d'éducation, et de pratiques socio-culturelles, de pouvoir, etc... - constitue un autre thème important pour l'évolution des différences dans les modes de vie et donc la consommation.
- On recherchera des informations sur la répartition des activités dans le temps (au cours de la journée, de la semaine, de l'année, du cycle de vie) et dans l'espace.

Par exemple, la simple généralisation de la journée continue - encore peu répandue en province - aurait des conséquences sur la répartition du budget alimentaire, mais aussi sur les temps libres en fin de journée, les achats et loisirs, etc...

III. 12 - Le scénario de la D.A.T.A.R. (1)

Le scénario tendanciel de la D.A.T.A.R. est bâti sur le postulat suivant :

"Toute collectivité tend à perpétuer ses éléments constitutifs et cherche à préserver ses particularités en fonction d'un principe de survie que l'histoire confirme ; toute société globale tend à se renforcer en reproduisant les sous-systèmes qui sont essentiels à son développement".

Le problème qui se pose est alors la détermination des sous-systèmes fondamentaux :

Quatre sous-sociétés ont été retenues dans ce scénario :

- La société industrielle assumant la production de biens non agricoles et des services associés à la production et à la distribution de ses biens. Son expression spatiale est l'entreprise.
- La société urbaine dont la croissance est conditionnée par la société industrielle qui en a besoin pour nourrir son expansion. La société urbaine organise les échanges, la distribution ; elle assure la diffusion et l'essor de la culture et des innovations. Son expression spatiale est la ville.
- La société agricole assurant la production de biens provenant du travail de la terre. Son expression spatiale est la ferme ou un ensemble de fermes.

(1) Une image de la France en l'An 2 000. Scénario de l'inacceptable. D.A.T.A.R. et O.T.A.M. La Documentation Française, 1971.

- La société rurale organisant et fournissant les services indispensables à la société agricole. Elle se compose de commerçants, d'agriculteurs, de notaires, de petits fonctionnaires. Son expression spatiale est le bourg. Elle se distingue de la société urbaine, du point de vue des statistiques I.N.S.E.E., par le classement des villes et villages de plus et moins de 2 000 habitants.

La distinction entre société industrielle et société agricole est relativement simple. Leur zone de recoupement se situe au niveau de l'industrie de transformation des produits alimentaires et agricoles.

Evolution respective de ces sociétés, affrontements, régionalisation, internationalisation, rôle de l'Etat, organisation de l'espace, remise en cause des systèmes de valeur et des institutions, tels sont les problèmes traités dans le scénario tendanciel de la D.A.T.A.R.

Ce travail, malgré son ampleur, ne peut être considéré comme une analyse prévisionnelle de la consommation des ménages, car il n'est manifestement pas fait pour cela. Néanmoins, il semble qu'on ne puisse pas l'ignorer dans une étude des modes de vie. L'évolution de la société urbaine jusqu'en 1985 : ségrégation sociale, constitution de micro-sociétés (les centres villes rassemblant les couches de population à revenus élevés, de formation professionnelle supérieure et les innovateurs, les banlieues souffrant de l'insuffisance d'équipement collectifs, de logements convenables, de transports urbains), la disparition de la société rurale telle qu'elle peut être définie en 70, sa réapparition sous une forme "aristocratique" ou "prolétarisée" devront être longuement analysées et critiquées.

III. 2 - EVOLUTION PSYCHOLOGIQUE ET SOCIOLOGIQUE DES DIVERSES CATEGORIES DE LA POPULATION

Voici, peu ordonnées, un certain nombre d'interrogations auxquelles nous recherchons des éléments de réponse :

- a. Comment pourront évoluer les systèmes de valeurs de notre société ?

Les interrogations sur la "société de consommation" montrent qu'il est important d'étudier les changements possibles dans le système de valeurs dominant de notre société. La croissance économique continuera-t-elle d'être vécue comme un but en soi, ou sera-t-elle considérée comme la grande responsable du développement des insatisfactions et des conflits économiques et sociaux ? Sera-t-elle supplantée par un "dessein social", ou encore par l'objectif de jouissance proposé par certains groupes aujourd'hui marginaux ?

Quelles activités et consommations se trouveraient affectées par de tels changements ?

Une récente enquête du C R E D O C (1) montre que de telles interrogations ne sont pas irréalistes. Ainsi, dans toutes les catégories de travailleurs de la Régie Renault, il apparaît une très forte pression en faveur d'un accroissement des temps libres. Contrairement à toutes les observations passées, ces travailleurs accordent moins d'importance à l'élévation des revenus, et demandent plus de temps libre pour se consacrer à des activités de développement de la personne, soit au sein de la famille - ce qui entraîne indirectement une valorisation du logement, et donc des dépenses qui lui sont affectées - , soit à l'extérieur.

Il est clair que cet exemple représente un cas particulier, et qu'il serait dangereux de l'extrapoler sans précautions. Mais si cette attitude se généralisait dans la France de demain, quelles en seraient les conséquences ? Conséquences sur les horaires de travail, mais sans doute aussi sur l'intérêt pour le travail (dans la mesure où la principale motivation au travail décroît), donc sur la production, et finalement sur le revenu des ménages, et leur consommation ? Mais aussi, conséquences sur les moments et les lieux où les travailleurs et leurs familles pratiqueront leurs achats, et prendront leurs loisirs ; conséquences sur l'importance des déplacements de week-ends et de vacances .. ?

Une interrogation voisine concerne le rôle assigné à l'Etat futur. Continuera-t-on de lui demander de jouer le rôle d'un Etat-Providence, d'un Etat-sécurité en matière de santé, de justice, d'éducation, de loisir, etc... ; ou bien se tournera-t-on vers des solutions plus individuelles et privatisées ?

Plus précisément, comment pourrait évoluer la sensibilisation du public à certains problèmes de protection ou de sécurité collectives : la drogue, la délinquance, la pollution, la protection du consommateur ne sont-elles que des préoccupations passagères, répondant à des modes venues d'outre-Atlantique ? Ou bien est-il possible de dire si cette sensibilisation de l'opinion publique aux "problèmes du bien-être" est assez durable pour entraîner un renforcement des législations, au détriment de certaines industries ?

(1) Il s'agit d'une enquête effectuée à la demande du Plan et de la R.N.U.R., et dont les premiers résultats sont parus dans "Consommation" n° 2, 1971.

- b. Comment pourront évoluer les principaux centres d'intérêt du public, ses motivations à l'achat et à l'utilisation des biens et services qui lui sont offerts ?

Il apparaît nettement que, pour la presque totalité de la population, certains besoins "primaires" ont été satisfaits par l'élévation du niveau de vie au cours des vingt dernières années : les dépenses d'habillement, et surtout d'alimentation, plafonnent ; tandis que l'on assiste à un développement considérable des dépenses d'épanouissement de la personne : dépenses de santé et de beauté, de culture et de loisirs, etc... En outre, l'enregistrement des dépenses selon des nomenclatures classiques masque souvent des transformations plus profondes du régime alimentaire, des habitudes de vie, des motivations dominantes du public. Ainsi la transformation des habitudes alimentaires est attestée par le développement des consommations hors domicile, ainsi que des ventes de produits transformés : plats préparés d'avance, plats surgelés, etc...

Comment évoluera cette hiérarchie d'intérêts du public ? Quelles pourront être les principales motivations et préoccupations ?

Continuera-t-on de voir se développer les exigences de facilité (notamment sous forme de "service incorporé au produit" : fours auto-nettoyants, aliments précuisinés, etc...) ? Les exigences de qualité, qui souvent s'opposent au renouvellement rapide exigé par la mode (en matière de vêtements et de linge de maison), par les normes de prestige social (en matière d'automobile), etc...

- c. Est-il possible d'esquisser les évolutions plausibles de certaines caractéristiques qualitatives de la demande future :
- Va-t-on vers un marché de masse (et donc de très grandes séries), ou bien se produira-t-il une tendance contraire à la diversification des marchés et des produits ?
 - Pour de nombreux domaines - depuis l'alimentation et l'automobile jusqu'aux assurances - on constate à l'heure actuelle une tendance à la complexité croissante de l'offre, à la "gadgétisation". Cette tendance pourra-t-elle se renverser, du fait d'une lassitude du public, de sa résistance au changement, ou d'une difficulté d'apprentissage ou de perception de trop petites différences ?
 - Quelle pourra être l'évolution de certaines formes de vie sociale : permanence du modèle "pavillonnaire" que les Français recréent même en habitat collectif ? renforcement de l'"individualisme" centré sur le logement et la famille, ou bien développement du besoin d'activités hors domicile (cf. les clubs et multiples autres activités sociales des Anglo-saxons), ou encore de "bain de foule" sous forme de spectacles hors-domicile, et surtout sous forme de voyages et vacances collectifs ?

d. Quels pourront être les rôles et la place des différents groupes sociaux :

- Y aura-t-il un renforcement du "pouvoir jeune" : abaissement progressif de l'âge des "groupes pilotes" en matière de consommation ?
- Les jeunes devenus adultes, conserveront-ils leurs idéaux actuels, ou bien adopteront-ils ceux de leurs aînés ?
- Quelles sont les chances de diffusion de modèles de vie actuellement suivis par des groupes marginaux : pauvres et socialement défavorisés, étrangers, etc...

Par exemple, le mouvement hippie développera-t-il, dans tous les groupes de la société, le désir d'une liberté accrue d'organiser à sa guise son cycle de vie, comme l'ont déjà pronostiqué Kahn et Wiener pour les Etats-Unis ?

- La femme de 1985 aura-t-elle plus de temps libre, ou travaillera-t-elle davantage ? Quelles en seront les conséquences sur ses propres loisirs, sur ses transports, sur le mode d'alimentation de la famille, sur l'équipement du foyer en robots domestiques, etc... A un second degré, quelles seraient les conséquences d'une disparition (ou d'un renforcement) du rôle de "gardienne des traditions" actuellement joué par les mères au foyer ?
- Enfin, on peut s'interroger sur les bouleversements qu'entraînerait, dans les modalités et la nature des activités, une généralisation de la retraite dès 60, ou même 55 ans.

Il est clair que cette énumération n'est qu'indicative, la progression de nos recherches nous amenant à découvrir d'autres thèmes de réflexion, ou au contraire à abandonner certains points sur lesquels il n'existe aucune enquête ou autre source d'information disponible.

III. 3 - ETUDE DES MODES DE VIE ET DES DEPENSES PAR CATEGORIES SOCIALES

L'analyse rétrospective présentée dans le premier chapitre de ce rapport porte sur des données globales (l'ensemble des ménages français). On sait, en effet, qu'on ne dispose pas de longues séries homogènes autres que celle-ci.

Dans la mesure où l'objet de nos analyses est d'étudier les changements dans les modes de vie, il est cependant nécessaire de passer aussi par des analyses catégorielles visant à établir s'il y a des différences significatives entre les habitudes de consommation des différents groupes sociaux. Comme pour l'ensemble de la population, là encore dans une première approche les habitudes sont repérées à partir des structures de la dépense. Il appartiendra à d'ultérieures études sociologiques d'approfondir cette première analyse - sommaire parce que purement quantitative - des comportements budgétaires.

Les sources dont on se sert pour ces premières analyses catégorielles sont les suivantes :

- L'enquête représentative I.N.S.E.E.- C R E D O C sur les conditions de vie des ménages en 1956.
- L'enquête permanente de l'I.N.S.E.E. sur la consommation et l'équipement des ménages (sondage au 1/1500ème). Cette dernière série est disponible pour les années 1965, 1966, 1967, 1969 et 1970.

Les deux sources comportent des données budgétaires par région, type d'agglomération, catégorie socio-professionnelle, classe de revenu. Seule l'enquête 1956 différencie les ménages selon leur taille. Aucune des deux ne les différencie selon l'âge du chef de ménage.

Compte tenu des données disponibles, nos analyses catégorielles porteront sur trois variables seulement :

- 1) Appartenance socio-professionnelle du chef de ménage.
- 2) Revenus déclarés du ménage.
- 3) La taille de la commune qu'il habite.

Pour mieux mettre en évidence l'effet de l'appartenance sociale, les structures budgétaires seront étudiées non seulement sur le "ménage moyen" de chaque groupe socio-professionnel (1), mais aussi sur un ménage-type qui se situe à l'intérieur d'une fourchette de revenus identique pour les trois grandes catégories d'actifs (agriculteurs, indépendants non agricoles, salariés).

Pour mieux mettre en évidence l'effet du revenu, l'étude se limitera en ce domaine, à la seule population des salariés (qui, tout en représentant la moitié des ménages, constitue une catégorie sociale relativement homogène).

(1) Il s'agit des groupes suivants :

1. Exploitants agricoles.
2. Artisans et petits commerçants.
3. Industriels, professions libérales et gros commerçants.
4. Cadres supérieurs.
5. Cadres moyens.
6. Ouvriers qualifiés.
7. O.S. et manoeuvres.
8. Inactifs.

L'analyse portera sur le niveau d'équipement, sur la structure budgétaire, enfin sur la dépense par tête (1). Cette dernière analyse - qui n'est bien entendu valable que pour une année donnée dès lors que les dépenses sont enregistrées en prix courants - permettra de mesurer pour chaque type de dépense les disparités entre catégories étudiées.

Ces analyses structurelles - et, dans un sens, qualitatives - n'ont évidemment rien à voir avec l'étude des élasticités. En ce sens, leurs résultats ne sont qu'indirectement utiles à la prévision. Toutefois, ceux-ci nous permettront de nuancer les projections globales en fonction des changements qui sont à prévoir sur le plan démographique (urbanisation, etc...) comme dans les structures socio-professionnelles.

Plus précisément : l'une des grandes questions auxquelles cette analyse catégorielle doit répondre concerne les apports d'une approche sociologique. Il se peut en effet que, de toutes les variables mises en évidence, seul le niveau de revenu s'avère discriminant, c'est-à-dire qu'il n'y a pas des différences vraiment significatives entre les comportements budgétaires selon l'appartenance sociale (mode de vie rural mis à part) (2). Si c'était bien le cas, notre analyse viendrait corroborer les projections qui se fondent sur un aperçu purement économique des élasticités. Par contre, si elle fait apparaître des différences notables entre les budgets indépendamment du niveau de revenu, notre analyse apporte des informations qualitativement différentes des projections jusqu'ici tentées. Celles-ci doivent dès lors compter avec les déformations de structures (qui sont à intégrer dans les calculs).

III. 4 - INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET MODES DE VIE

Il est frappant de voir à quel point la prospective technologique semble peu utilisée par la prospective sociale, et vice-versa.

Or, prospective de l'"offre" et prospective de la "demande" ne peuvent progresser l'une sans l'autre ; et notre approche serait incomplète si elle se bornait à esquisser les figures possibles de la "demande" du public, en faisant abstraction de la configuration de produits pouvant être offerte à l'utilisation de ce même public.

(1) Plus précisément, par "unité de consommation".

(2) Il est regrettable que les données disponibles ne nous permettent pas d'étudier les variables démographiques comme l'âge du chef de famille ou la composition du ménage.

Nous nous efforcerons donc, non pas de faire de la prospective technologique (pour laquelle nous n'avons pas compétence), mais d'utiliser au maximum les résultats disponibles (1) pour étudier les conséquences en chaîne des innovations susceptibles d'apporter des changements dans les modes de vie des dix à quinze prochaines années.

Montrons à la fois l'intérêt théorique de ce mode d'approche, et les difficultés soulevées.

Toute innovation, et même toute amélioration de l'offre dans un secteur stimule la demande dans ce domaine. Plus largement, une innovation qui se répand entraîne souvent des changements en chaîne dans les secteurs les plus divers de la consommation - soit parce que cette innovation est très importante à elle seule (c'est l'exemple, bien classique, des conséquences géographiques, économiques et sociales de la diffusion de l'automobile), soit parce qu'il se produit des phénomènes cumulatifs ; par exemple, ce sont de multiples petites modifications et innovations (en matière d'alimentation, de conditionnement, d'appareils électroménagers, etc...) qui ont modifié l'emploi du temps de la ménagère française et lui ont permis de se tourner davantage vers des activités de loisir et de participation sociale. Cette modification, se cumulant avec d'autres, a affecté le système de valeurs qui traditionnellement interdisait à la maîtresse de maison de "penser à elle", de "perdre du temps à se distraire ou à se cultiver". Ce changement dans les valeurs entraîne à son tour d'autres changements de comportements ...

Pour commencer à préciser les modalités de ces changements en série, attachons-nous par exemple au cas de la télévision par câble, qui se répand très rapidement dans les pays anglo-saxons.

Au départ, son succès a été dû au grand nombre de programmes proposés au choix du téléspectateur ; mais elle permet aussi de transmettre des messages locaux (publicité, informations sur la vie locale) ; enfin, on prévoit que dès avant 1980 le même câble permettra de transporter un signal dans les deux sens, et donc de susciter des informations entièrement individualisées : présentation de l'état d'un compte bancaire ; d'un journal ou d'un livre ; téléenseignement programmé ; achats d'articles à distance, etc ...

(1) Voir par exemple :

- L'ouvrage d'Erich JANTSCH - La prévision technologique. O.C.D.E., Paris, 1967.
- Les revues "Futures" (G.B. et U.S.A.), "Analyse et Prévision" (France).
- Les prévisions technologiques citées dans l'ouvrage de KAHN et WIENER ; dans les derniers travaux préparatoires au VIème Plan.
- Un certain nombre de colloques récents : Premières Journées Nationales de l'Innovation (Paris, nov. 1971) ; Prévision technologique, C.E.R.I. (Paris, oct. 1970) ; Association Internationale de Sociologie (Varna, sept. 1970) ; Aménagement du Territoire et Techniques Avancées, D.A.T.A.R. (Gif, mars 1968).
- Le rapport "Technologies nouvelles pour la communication", Ministère des Affaires Culturelles, et Thomson-C.S.F., 1970.

On peut penser que la diffusion d'une telle innovation en France aurait deux ensembles de conséquences :

a. Conséquences directes sur la répartition des dépenses du ménage.

La grande diversité des programmes offerts aura vraisemblablement pour principale conséquence d'accroître la "centration" du ménage sur son logement : accroissement du temps d'utilisation de l'appareil, diminution des occasions de sortir.

Par rapport à ce qui se passerait, sans cette innovation, on peut donc estimer que cette "centration sur le foyer" pourra se traduire de la façon suivante :

- Accroissement des dépenses affectées au logement, puisqu'on y passe plus d'heures : demande de logements plus grands, importance de la décoration et de l'ameublement, consommation accrue d'énergie (éclairage, chauffage, préparation culinaire).
- Légère diminution des dépenses urbaines hors-domicile : transports de loisirs et d'achats, consommation de café et restaurant, équipements culturels et de loisirs. Peut-être diminution des dépenses d'habillement, parure et beauté.

Il est enfin des secteurs sur lesquels on ne peut pronostiquer les conséquences. Ainsi, y aura-t-il concurrence, ou au contraire effet d'entraînement mutuel, entre cette innovation et l'achat d'autres innovations que l'on nous annonce dans le domaine de l'électronique à domicile : vidéo-cassettes, vidéophone, console d'accès à un ordinateur, etc ... ?

b. Conséquences sur les modes de vie.

Aux U.S.A., les prix de revient, très bas, des émissions par câble permettent d'y insérer de nombreux messages locaux ; nouvelles quotidiennes sur la vie du quartier, sur les spectacles ; publicité des commerçants locaux, etc...

C'est pourquoi certains attendent de cette innovation une "retombée" très importante : la renaissance de la vie de quartier, notamment dans les grandes villes et dans les conurbations.

D'autre part, le grand nombre de programmes pouvant être proposé simultanément donnera la possibilité de différencier ces programmes, et donc leurs publics, par grands groupes de niveau socio-éducatif et de préférences culturelles. On pourrait alors s'attendre à un freinage de la tendance, souvent évoquée à l'heure actuelle, à l'uniformisation des modes de vie ; ce maintien ou renforcement de différences socio-culturelles aurait à son tour des conséquences sur la demande des ménages en produits fortement diversifiés.

L'analyse que nous venons d'esquisser demanderait à être précisée, et si possible chiffrée, en ce qui concerne les conséquences sur chaque secteur de la consommation.

Ici apparaît une première difficulté du passage des caractéristiques techniques d'une innovation à ses conséquences économiques et sociales. Beaucoup de conséquences en chaîne que nous venons d'évoquer peuvent difficilement être affectées d'une probabilité de réalisation.

Plus générale, une seconde difficulté vient d'une insuffisance d'informations disponibles sur les innovations susceptibles d'être introduites dans les années à venir, et sur leurs conséquences. Dans certains secteurs, en effet, les industries laissent filtrer très peu d'informations sur les innovations qui s'y présentent. Dans d'autres au contraire, par exemple d'équipement audiovisuel du foyer, il est clair que les multiples innovations annoncées comme techniquement possibles se concurrenceront : seules quelques-unes seront diffusées assez largement en 1985, mais lesquelles ? Enfin, on a souvent le sentiment que les produits annoncés ne feront que se substituer à d'autres produits dont le marché arrive à saturation, mais n'apporteront pas de changement qualitatif dans notre façon de vivre.

Ces nombreuses difficultés montrent que la recherche de liaisons entre prospective technologique et sociale représentera un travail de longue haleine.

D'ici mai 1972, seule une faible part de ces liaisons aura vraisemblablement pu être explorée. Sur de nombreux points, le premier scénario sera donc également tendanciel du point de vue de l'offre ; c'est-à-dire que les produits nouveaux seront considérés comme se substituant simplement aux anciens produits du même secteur de consommation. Il est d'ailleurs clair que presque tous les produits qui seront largement diffusés en 1985 sont déjà inventés, que la plupart sont déjà au point, et bon nombre déjà sur le marché. En outre, si le progrès technologique rend un grand nombre de changements possibles, l'inertie des infrastructures, institutions, traditions et systèmes de valeurs de notre société rend peu probable un bouleversement de notre mode de vie par la technologie, du moins d'ici treize ans. (Ce raisonnement ne sera évidemment plus possible si nous décidons, au cours de la deuxième phase de la recherche, de situer certains scénarios à l'horizon 2 000).

Pour résumer les travaux qui seront poursuivis au cours de la présente phase de la recherche, nous nous attacherons à approfondir les conséquences d'un petit nombre d'innovations dans quelques-uns des domaines qui nous paraissent le plus "porteurs de changements dans les modes de vie" :

- Transports,
- télécommunications et techniques audio visuelles,
- informatique,
- etc...

III. 5 - COMPARAISONS INTERNATIONALES

Il s'agit essentiellement des comparaisons avec les Etats-Unis, le Canada et la Suède (puisque'il s'agit de "prospective" et que ce sont les seuls pays dont les structures actuelles peuvent, dans une certaine mesure, "préfigurer" la consommation future des Français).

Cette étude doit répondre aux questions suivantes :

- 1) Quelles sont les innovations techniques, directement liées avec la consommation, qui s'annoncent d'ores et déjà dans ces pays et qui pourraient faire leur chemin dans la France des 15 ans à venir.
- 2) Comment évoluent les structures budgétaires dans des populations dont le niveau de revenu dépasse sensiblement celui des Français ? Plus particulièrement, comment ont-elles évolué à partir de l'époque où les pays en question se trouvaient, en gros, au même niveau de ressources disponibles que celui de la France de 1970 ?
- 3) Quelles sortes de nuisances, déséquilibres, incompatibilités, etc... ont fait apparition dans ces mêmes pays en rapport avec les modifications des structures imputables à l'innovation et à l'enrichissement ?

D'autre part, il sera important de réunir un ensemble d'informations sur l'évolution du contexte européen : la France entretiendra de plus en plus d'échanges de "modèles de vie" avec les autres pays d'Europe occidentale.

Il va de soi qu'avant de tirer des conclusions - quelles qu'elles soient - on va faire la part des différences qu'il y a entre les pays comparés sur le plan des traditions, des institutions sociales, des comportements économiques, des structures de production, des prix relatifs, etc... Il faudra aussi tenir compte de la disponibilité des innovations à une époque donnée, puisque'il s'agit là d'un facteur trans-national qui commande une certaine simultanéité dans l'évolution des modes de vie (1).

(1) Admettons par exemple que les U.S.A. se trouvaient dès 1955 au niveau de ressources qui caractérise la France du début des années 70. La comparaison serait néanmoins problématique du fait qu'à cette époque-là les Américains ne disposaient pas des mêmes produits que ceux qui sont offerts aux Français en 1970.

Les conclusions tirées des comparaisons internationales admettent aussi une vérification grâce aux analyses des comportements budgétaires par classe de revenu (cf. III. 3). Si par exemple le comportement des milieux français aisés se rapproche de celui de l'Américain moyen, la structure de la consommation américaine est une base de projection (entre autres). Si, en revanche, les deux comportements d'avèrent par trop différents, il vaut mieux de ne pas trop chercher des jalons dans la consommation actuelle des U.S.A.

29 JUL. 1976

2es - n° 1

